

LETTRE
MISSION DE FRANCE
AUX
COMMUNAUTÉS

85

Noël, aujourd'hui

A une jointure

Détruit

**Singulière escale
à Bangkok**

**La Mission de France
à l'Assemblée des évêques
 Lourdes 1980**

En revenant de l'expo.

**Larmes et sang
dans l'église
au Guatemala**

**Victoires et défaites,
quel horizon ?**

Echos M.R.J.C.

Les vieux démons

**Il y a dans le Catholique un être satisfait, supérieur,
— celui qui possède la vérité — plein de sécurité et de certitude.
S'il s'incline vers l'autre pensée, — il s'incline —
c'est pour la sauver, c'est-à-dire la circonvenir, la séduire, la gagner à Dieu.
Elle n'est pour lui qu'un objet de compassion et de conquête.
Il l'aime par miséricorde. Il la méprise par foi.
Aucun échange possible. Un catholique donne. Il ne reçoit pas.
C'est en quoi je suis mal catholique. Toute âme est mon égale.**

Marie Noël

(« Notes intimes », de 1920-1933).

*Votre abonnement
se termine avec ce numéro.*

**Ayez l'amabilité
de le renouveler sans tarder**

vous nous éviterez lettres de rappel et frais inutiles.
Pour vous réabonner
voulez-vous utiliser le bulletin page 71.

- Abonnement 1981
- ordinaire : 60 frs
- de soutien : 80 frs.

Merci pour l'intérêt que vous portez à la Lettre aux Communautés.
Faites la connaître autour de vous.

Un rêve :

que chaque lecteur fasse un abonnement
dans son entourage ... un ...
Est-ce vraiment impossible ?

Le Comité de rédaction

En ces fêtes de Noël et de fin d'une décennie,
voici des échos de notre monde
qui sacrifie au dieu énergie
qui préfère si souvent l'efficacité à la solidarité
qui se réfugie parfois dans la violence
et qui pourtant cherche un peu d'espérance...

Reprenant le cri des psaumes,
des lecteurs ont bien voulu méditer ce mystère de la Nativité
pour les hommes et le monde d'aujourd'hui.

Les hommes sont ballotés par le choc des cultures :
Maghrébin travaillant en France ou Français d'origine kabyle,
chacun selon des degrés différents vit cet écartèlement.

Le « voyage à l'étranger » prend parfois l'allure
de déportation du troupeau humain ;
qu'il soit politique ou économique
l'exil est toujours dramatique :
les passagers d'un boat-people recueillis en mer
modifient la vie à bord d'un navire français.

Au cœur de l'insécurité et de l'angoisse, l'étoile de Noël,
telle un lumignon dans la nuit épaisse, guide l'humanité errante :
du petit frère de l'évangile plongé dans la civilisation d'opulence au Canada,
aux préoccupations missionnaires des évêques de France,
en passant par les larmes et le sang de l'Eglise au Guatemala,
un même souci :
la Bonne Nouvelle pour tous.

Voici ce dernier numéro 1980
Nous l'accompagnons de nos vœux.

Sommaire

	Pages
Noël, aujourd'hui	
Peux-tu accepter Seigneur ? Pierre Lardière	4
Un soir, Corinne avait 15 ans. Georges Jousse	5
Dans ton humilité. Jean-Baptiste Chevalier	6
Dis-moi, je ne rêve pas Etienne Cambis	7
Noël à l'hiver d'une vie... Michel Gallerand	8
Béthléem, Maison du pain Henri Trouillet	9
A une jointure Joël Cherief	10
Détruit Un immigré	14
Singulière escale à Bangkok Roland Doriol	17
La Mission de France à l'Assemblée des Evêques, Lourdes 1980	22
Une lettre du Comité épiscopal de la M.D.F.	23
Un écho de l'Assemblée M.D.F. août 1980. Francis Corenwinder	25
Une lettre de mission. La Conférence épiscopale	33
En revenant de l'Expo Albert Grimaux	38
Larmes et sang dans l'église au Guatemala Délégation œcuménique européenne.	43
Victoires et défaites, quel horizon ? Serge Saintonge	57
Echos M.R.J.C. Michel Blondeau	63

Noël, aujourd'hui

Peux-tu accepter seigneur ?

Pierre Lardière

Peux-tu accepter, Seigneur, le peux-tu ?
Accepter le Noël du Géant Casino
Et l'amoncellement des jouets et des cadeaux...
Accepter le Noël des tables en renom
Et les huitres et la bouffe et les indigestions...
Accepter le Noël de « Pyrénées 2000 »
Et les routes encombrées de tous les gens des villes...
Accepter un Noël où la course à l'argent
Met l'envie et la haine au cœur des pauvres gens...
Peux-tu accepter, Seigneur, le peux-tu ?
Accepter qu'à Noël, les yeux de tant d'enfants
De froid, de faim, de peur, de larmes soient brûlants...
Accepter qu'à Noël, entre les hommes et les nations,
Racismes et guerres fassent mille divisions...
Accepter qu'à Noël, forts de leur charité,
Des chrétiens, sur les pauvres sèment leur pitié...
Accepter qu'à Noël, puisqu'est là le vrai Dieu,
On dise avec mépris : « Douter n'est pas sérieux ».
Tout cela me révolte, Seigneur, tu le sais,
Je suis si orgueilleux, je voudrais du parfait,
Je sais parler, juger, me fâcher, m'indigner,
Tout en laissant à d'autres le soin de lutter...
Toi, tu n'es pas ainsi, planant sur les nuages,
Tu es le « Dieu avec », qui comprend et partage...
Un jour, tu es venu, et tu as regardé,
Un jour, tu es venu, et tu as admiré,
Un jour, tu es venu, et tu as éclairé...
Dès lors, chacun a su qu'à la dernière place,
Près du petit, du pauvre, on pourrait te trouver,
Pas pour le dominer, ou pour le consoler,
Mais pour qu'enfin aimé, il te regarde en face,
Comme un homme debout, plus fort que sa souffrance,
Comme un homme sauvé, qui connaît l'espérance...

Pierre Lardière est depuis un an et demi dans l'équipe associée de Toulouse-Mirail.
Il a accepté de quitter sa région d'origine, le Maine et Loire,
pour rejoindre Marcel Baurier qui, tout en étant dans cette équipe,
assume la charge de secrétaire national des équipes associées.

Tout a été dit sur l'enfance :
l'innocence et le monde recommencé,
l'espérance et la fragilité...
Chez nous, Corinne avait 15 ans,
elle allait au CES du quartier,
habitait un HLM et vivait sa jeunesse
dans l'entrée de sa cage d'escalier
avec une bande de copains,
ses frères et sœurs,
ses amis.
Leurs motos pétarradaient souvent
aux fenêtres des adultes
qui les invectivaient,
ces jeunes campés aux portes de la cité,
à la sortie de secours,
celle du chômage.
Mardi, ils étaient quelques-uns
au bistrot,
pas très loin ;
le patron y vendait de l'alcool
pour le bien de la jeunesse
et des manigances du milieu.
Eux, ils rigolaient sans doute,
et finissaient cette journée,
un peu désœuvrés.
Soudain des coups de feu claquent,
tous se couchent à terre,
sauf Corinne qui regardait le monde
d'un air étonné
avec un sourire d'enfant.
Elle ne comprit pas
qu'il était conduit par des loups ;
sa fragilité explosa
au contact de l'effroyable violence.
Alors la cité s'est figée.
La petite est morte,

un frisson d'horreur a déchiré
nos tendresses contenues
de pères et de mères.
Les jeunes, eux, traumatisés,
sont restés prostrés.
Nous avons conduit Corinne
au pays où son regard d'enfant prenait sa source,
dans un cœur à cœur
que, croyants, nous pressentons.
L'enfance parle de nos origines
perdues et retrouvées.
Mais aujourd'hui nous vivons,
sans Corinne,
avec des jeunes au cœur déchiré,
dans des villes sans âme,
où fric et force sont les maîtres-mots
de la vie.
Et pourtant le regard de Corinne réveille
la tendresse en nos mémoires.
Ses semblables, parmi nous,
de toutes races et de tous âges,
appellent la chaleur de l'amitié
pour affronter les violents.
Un jour de Noël, est venu au monde
le prince de l'amour,
sans armes et sans argent.
Il fut cloué par la violence
des hypocrites à tête de gouvernement respectable.
Pourtant il ne cesse de se livrer aux hommes
dans le regard étonné des innocents.
Saurons-nous allumer le feu
qui réchauffe la tendresse
et l'espérance
pour éclairer la nuit des violents
et changer inlassablement ce monde ?

Georges est un ami de Bordeaux, marié et père de deux jeunes garçons. Il a fait partie de l'équipe qui a rassemblé cent trente jeunes venus à Bordeaux, à Pâques 80, à traverser la nuit du doute pour inventer des matins d'espérance (Voir n° 82, p. 55).

Dans ton humilité

Jean-Baptiste Chevalier

L'eau est humble,
En elle, pas de pli.
Toi, Dieu, tu es complètement déplié.
Enfant, dans une crèche, couché,
homme, encore jeune, sur une croix, cloué.
Ton enveloppe, sur la paille et partout, l'humilité.
La racine de ton excès d'amour, l'humilité.
De la crèche à la Croix,
Tu n'humilies personne, Toi.
Tu te mets à genoux devant le pauvre rejeté,
La femme humiliée.
Là, tu communies en profondeur
à leur grandeur,
Un signe entre tous, tu laves les pieds d'hommes.
Ta toute-puissance, dont on parle souvent
n'importe comment,
C'est une puissance illimitée d'effacement.
Humble - Simple. Sans pli.
Tu le peux car vous êtes trois en unité de vie.
L'enfance éternelle du Père
Saute aux yeux de qui peut Le regarder,
accueillant dans ses bras déployés
Son fils et lui passant au doigt l'anneau de l'amitié
dans une contagieuse humilité.
Enfant de la crèche tu es Dieu, invisible à mes yeux,
parce que, de ma liberté,
dans ton humilité,
Tu es trop respectueux.
Je suis dans une totale impuissance
d'être humble par moi-même,
Toi seul l'es par toi-même.
Tu me déranges absolument.
Merci, mon Dieu-Enfant.

Jean-Baptiste Chevalier est dans l'équipe associée des Sablons - Lavernat (Sarthe),
lieu d'échange et de prière en monde rural.

Je me demande parfois si le Bon Dieu,
Il n'a pas loupé son coup,
s'Il n'est pas dépassé par le Gosse qu'Il a fait.
Il paraît qu'Il lui ressemble,
c'est le comble !...
En attendant, nous, on est là
et il faut qu'on s'en sorte.
Et dire que tous les ans,
Il remet ça avec le Cadet,
dans la paille gelée,
sous le naseau des deux autres.
Comme moi, l'autre jour,
têtu comme une bourrique
j'ai décroché un rejeton de bouleau
sur l'ardoise de mes Ardennes,
à pic sur la Meuse,
au-dessus du village de ma mère.
Et je l'ai repiqué chez moi,
dans cette gelée de Toussaint.
J'aime le bouleau,
c'est comme un éclat de rire dans la forêt...
Et tous les matins, je reprends mon vélo
pour aller à ma « Crèche » de La Fère
où je fais la plonge, le fuel et la poussière.
Et à chaque coup de pédale
(mon genou suit l'autre comme il peut),
dans le froid qui mouille mes paupières,
je vois déjà tous ces sourires de 17 ans
qui étincellent comme les feuilles du bouleau
dans son habit de fête.
Mais je sais que demain,
comme mes feuilles dans le tourbillon de la cour,
ces feuilles s'amoncelleront,
indistinctes,
aux portes de la vie,
les lèvres inquiètes,
et le sourire éteint.

« Le jour où, acculé au fond de ma misère,
Je ne voyais plus clair au bout de ma prière,
Il m'a dit : « Je suis là, je suis toujours derrière » ;
Faut mettre le paquet pour ouvrir la barrière.
La grand'porte a grincé dans les toiles d'araignées,
Avec le courant d'air, la Lumière est entrée.
Ebloui, j'entendis Viens et garde bien la clé ».
Et, comme on envoie une Fleur
pour remplacer l'absence,
recherchant depuis l'Enfance
le sourire de ma mère,
sa Main de Magicien Amoureux
m'a déniché de l'oubli
une image insensée :
j'ai juste mes 12 ans
et, Elle, quelques mois avant de nous quitter...
et sur nos lèvres à tous deux,
le même sourire qui ne se fatigue pas
de se reconnaître.
Noël, je voudrais t'embrasser longtemps,
longtemps pour te réchauffer.
Je sens que mon bouleau s'accroche
ses feuilles vont frétiller de joie...
Dis moi : je ne rêve pas ?
leurs lèvres bougent, n'est-ce pas,
je ne me trompe pas ?
Quand j'entends leurs explosions de joie
dans le tourbillon de la cour,
dans le tourbillon de la vie,
j'ose rêver
que ton sourire traversera
la grande Nuit de l'Hiver
que le Printemps renaîtra
et que l'Horizon s'ouvrira
...On se reconnaîtra.

Rêvant à cette humble mangeoire
Où jadis les bergers t'entouraient,
Tout proches d'un petit plus pauvre qu'eux encore
Et, s'il se pouvait, plus ignoré,
Le scribe vieillissant est assis.

Tête en ses mains, il songe...
Et sans doute est-ce là sa prière :
Il revit, une fois encore, le Mystère.

Car les ans ont passé, et les Noël's :
Insouciant, comme jours de ton enfance,
Laborieux comme en tes vingt ans,
Tragiques comme un certain vendredi
Auquel tu ne pensais guère
Dans les bras de Marie !

Et voici maintenant ces autres jours
Où confiant, il espère, pacifié
Par cet âge dont tu n'as pas connu
L'éprouvante usure,
Mais non plus la joie si sereine...

Que d'espoirs pourtant furent déçus :
L'homme toujours humilié, méprisé, trahi,
Vendu, renvoyé comme marchandise inutile,
Au jour où la machine peut tourner sans lui !

Et pourtant, l'espérance demeure :
Car l'homme est encore prêt
A relever la tête, à reprendre courage
A renaître aux Pâques quotidiennes,
Si d'aventure il rencontre,
D'aventure ou par ta grâce,
Le frère dont il sera prochain...

Michel Gallerand est en équipe associée à Vésines-Montargis dans le diocèse d'Orléans, depuis 13 ans. Par l'âge, il se situe dans « les anciens ».

Et toi, toi qui es mort à trente ans,
Voudrais-tu écouter
Comme tu fis jadis au Temple de ta ville sainte,
Le conseil familial, la requête insistante
De celui dont la vie
Double déjà la tienne ?

Si tu es fils de Dieu,
Voudrais-tu, je t'en prie,
Que nul homme en ce monde
Ne soit plus jamais seul !

Oui, je sais, tu l'as dit,
Que tu es avec lui chaque jour.
Pardon si je radote !
A quoi bon ta parole,
Si, de ses yeux,
Il ne te voit ?

Alors, envoie toi-même
L'ami de chair et d'os,
Homme ou femme,
Jeune ou vieux,
Fraternel et tout proche,
Où puisse s'éclairer sa peine
Et briller son espoir !

Es-tu le Dieu de l'Espérance ?
Nous faut-il attendre
Un autre ?
Mais quel autre que toi...

**Béthléem signifie « Maison du Pain », m'a-t-on dit un jour.
Vrai ou faux, peu m'importe après tout. Il me plaît d'y croire.
C'est tellement vrai en profondeur.**

Béthléem, maison du pain !
Ta maison, Seigneur.
La maison qui t'accueille
dans le silence et la pauvreté.
Tu es chez toi dans la maison du pain.
Tu es le pain de cette maison.
Pain vivant, tout neuf, mais aussi tout fragile.
Vivant du souffle de la vie des hommes
et du souffle de l'Esprit.
Tout fragile et cependant immense,
de l'immensité du ciel et de la terre,
de l'immensité du temps et de l'éternité.
Pain vivant, déjà rompu...
Déjà écartelé entre ciel et terre,
entre temps et éternité,
sans rien vouloir perdre,
sans rien vouloir quitter
ni du ciel et de la terre,
ni du temps et de l'éternité,
Déjà rompu pour un monde nouveau.

Béthléem, maison du pain.
Ta maison, Seigneur,
maison dont tu es toi-même le pain,
comme tu es le pain de toute la terre.
Pain gaspillé des nantis,

Pain jeté sous la table.
Pain désiré par tous les « meurent de faim »,
ceux du Sahel et des bidonvilles,
Pain du désespoir.
Pain du partage et de la contestation,
Pain de l'unité et de la division.
Pain rompu, pain broyé...

Silence de Béthléem...
Je te regarde, ô Jésus...
Je t'aime...
Je te prie...
Silence de Béthléem...
J'ai envie d'entrer dans ta pauvreté,
moi le riche de tant d'orgueil et de tant d'égoïsme.
J'ai faim de communier à ta richesse infinie,
toi en qui déjà réside toute la plénitude de Dieu.
Et je te crie :
Entends la plainte de ton peuple,
Entends les cris des « mal-aimés ».
Que ton Eglise ouvre ses portes et te livre
passage.
Que ton Eglise se laisse manger par tous ceux qui
ont faim, faim d'amour, de justice et de liberté,
Puisque c'est toi qui l'habites,
Toi le pain rompu pour un monde nouveau.

Henri Trouillet fait partie de l'équipe de Toulouse. A la Mission de France, nous avons déjà eu l'occasion d'apprécier ses compositions, textes et chants.

Joël Cherief

A vingt mètres des deux baraques en bois qui servent de maison,
l'une pour les femmes, l'autre pour les hommes,
sur le haut du chemin qui mène à l'oued,
j'écoute le vieux.

Le soleil est au plus haut,
mais le vent de ces collines et la vigne formant tonnelle nous apaisent.
En bas, des femmes profitent d'une rare flaque d'eau pour laver le linge.
Autour de nous, les enfants jouent dans le verger.

Yamina me fait dire que le repas est prêt.
Comme chaque fois depuis le début du ramandan,
je regrette qu'elle ait dû faire ce travail pour moi :
c'est gênant de manger quand tous jeûnent !

Alors le vieux me prend le bras :
« Ecoute mon fils,
nous allons tous vers le même but, nous cherchons tous Dieu.
Mais y a beaucoup de chemins.
Toi tu prends celui-ci, et moi celui-là ! ».

Je me suis levé et j'ai déjeuné.

Dans un coin de la pièce, mes tantes discutent.
Les filles vont et viennent,
ne sachant ni où se mettre ni comment me regarder.
Mon oncle est à la mosquée comme tous les soirs pendant le carême ;
les garçons sont descendus à Bab el Oued, pour passer le temps !
J'attends !

Un à un, mes cousins rentrent, puis leur père.

Première rencontre, premières questions :

- tu es marié ?
- non
- tu as raison de prendre ton temps, il faut bien choisir
- je pense ne pas me marier
- pourquoi ? Il faut fonder une famille, avoir des enfants, comme cela on est heureux

.....

- et si c'était écrit ?
- quoi ?
- que je ne me marierai pas
- il ne faut pas dire cela, Dieu ne veut pas une chose pareille !

J'ai redemandé du thé.

Quand je suis rentré cet après-midi là, Djamila préparait le couscous. Dans son immense plat, avec les deux tamis, elle refaisait les gestes séculaires. Je l'ai regardée.

Ma tante se reposait sur la pierre. Je me suis assis près d'elle :

- tu as l'air triste ma tante !
- je pense que tu va bientôt partir mon fils
- hé oui, c'est comme ça !
- je sais que tu te plais ici, tu devrais rester vivre avec nous
- ce n'est pas possible !
mes parents, mon frère et ma sœur, mes amis sont en France !
C'est là que j'ai toujours vécu !
- ton pays c'est ici mon fils, tu es un fils de Kabyle,
en France tu es un immigré.

Elle est petite ma tante. Et je l'aime.

Je n'y fais guère attention, tellement cela se voit : j'ai la peau bise.

Avoir toujours vécu en France,
avoir été formé, façonné par cette société et cette civilisation,
s'y reconnaître en partie et y trouver avenir,
raisonnablement tout cela m'autorise à dire que « je suis français » !
C'est d'autant plus vrai que ma mère est de ce pays
et que mon père l'a choisi.
Mais il suffit qu'au hasard d'un couloir du métro
on me demande mes papiers,
il suffit d'un regard étrange,
pour que je sente que je porte en moi une différence...
Et puis j'oublie...
Et puis...

Pour la première fois, cet été
je suis allé en Algérie pendant trois semaines.
Je voulais voir de mes yeux, toucher de mes mains
ce pays dont je savais par intuition
qu'il avait quelque chose à voir avec moi.
Je n'y ai pas trouvé de racines :
bien sûr, il y a des choses que je comprends mieux ;
bien sûr, je sais d'où je viens pour ma part.
C'est important pour vivre mais ce n'est pas l'essentiel.
Car de fait je suis déraciné.
et par choix je ne veux pas m'installer.

A vrai dire, je n'y ai rien trouvé !
On m'a reconnu !

Je suis arrivé français visitant l'Algérie,
je suis revenu Kabyle habitant en France.
C'est comme ça !
« Sliman habite en France, sa mère est de là-bas : ça explique tout.

Il est chrétien,
pas encore marié,
il a les mêmes idées qu'eux sur la femme ! ».
Voilà le problème !

Oui je suis Kabyle puisque mon père l'est,
et mon grand-père, et le père de mon grand-père.
Mais ce n'est pas simplement une question de nom, d'ancêtres.
La communauté
celle que j'ai rencontrée,
celle qui m'a reconnu,
est unie par son passé certes, mais aussi par son présent :
par son art de vivre, sa religion,
la place des unes et des autres.
Comment puis-je être l'un des leurs
si je vis autrement, autre chose qu'eux ?

Mes frères algériens m'ont ouvert l'avenir.

Je ne tiens pas à être écartelé,
à tenter des conciliations impossibles.
Je suis ce qu'il m'a été donné d'être, et ce que je choisis d'être :
de ceux qui par leur vie et parfois leur parole
indiquent à tout groupe humain qu'il ne peut se satisfaire de lui-même,
qu'il ne peut s'enfermer,
qu'il ne vivra comme humain que s'il est tourné vers d'autres.

J'ai été placé à une jointure, cet été je l'ai perçu,
désormais il me le faut vivre.

Joël, Sliman.

**Joël se prépare au ministère de prêtre à la Mission de France ;
il poursuit actuellement ses études de théologie.**

Détruit *Un immigré*

« Je suis né en 1940, dans un petit village de montagne. C'est un pays pauvre. Mes parents possèdent deux vaches et quelques centaines de mètres carrés d'une terre presque non cultivable.

Notre maison est faite de briques séchées. C'est un abri pour survivre. Durant une partie de ma jeunesse je n'ai rien fait, sauf pendant quatre ans où je travaillais comme berger, pour 200 frs par an, chez un voisin qui avait cinquante têtes de moutons.

En 1959, je me suis marié.

Mais la situation de ma famille se dégradait de plus en plus. En 1963 un voisin, parti pour le souk, entendit raconter qu'un Français emmenait des gens pour travailler en France, dans les mines. Le voisin m'annonça qu'il allait partir. Quant à moi j'hésitais ; d'autant plus que mes parents s'y opposaient, disant que la France est un pays inconnu et que je risquerai ma vie dans des mines à 200 mètres de profondeur. J'abandonnais cette idée et cherchais un autre moyen pour améliorer ma situation et celle de ma famille.

Lorsque le voisin partit en France, moi j'allais travailler dans une autre mine, à 200 km de chez moi. Je gagnais 5 frs pour dix heures de travail par jour, et je voyais toujours des dizaines de personnes qui demandaient à être embauchées, mais toujours en vain. Au bout de deux ans, la Société fit faillite et je revins dans mon petit village.

Mon voisin qui était parti en France était de retour pour les vacances. La situation de ma famille n'avait pas changé, alors que mon voisin et ses amis étaient bien habillés, ramenaient des cadeaux à leur famille, invitaient les habitants du village. Tout le monde les invitait, cherchait à marier leur fille avec eux ... Les filles ne veulent plus des chômeurs qui restent chez eux.

Alors je me suis senti inutile, et à la fin de l'année 1966, j'ai été m'inscrire chez l'envoyé de l'O.N.I.

A ce moment-là, mes parents hésitaient encore. Il fallait choisir entre la misère ou la peur de me perdre. Le jour de l'inscription, il y avait une

longue file d'individus et lorsque mon tour arriva, mon cœur battait fortement. Le monsieur m'a dit : « Non, je n'ai pas besoin de vous ». Et je voyais que ceux qui étaient acceptés portaient la marque d'un tampon sur la main. Je suis revenu chez moi, tristement. Mais j'avais toujours le rêve de partir vers ce que j'imaginai être le paradis. Au bout de quatre ans je demandais à mes parents de vendre les deux vaches pour acheter un contrat, mais je le regrettais vite : « Si ça ne marche pas, on aura tout perdu », et on en resta là. Même avec un contrat, il y a le contrôle médical de l'O.N.I. qui refuse ou accepte.

Après toutes ces démarches infructueuses j'émigras à la capitale. Pendant un an, travaillant pour 40 frs par semaine, j'économisais 1.000 frs. Je les ai dépensés comme corruption pour obtenir un passeport.

A la fin 1972, je suis arrivé en France. J'avais l'adresse d'un de mes cousins. Je restais chez lui ; pendant un mois je me promenais. Je dormais dans le lit de ceux qui travaillaient la nuit, sauf les week-ends où je dormais avec mon cousin. La première chose qui m'a frappé c'est qu'ils habitent dans une chambre de 4 m sur 3, alors que chacun paie 120 frs par mois. La deuxième chose, c'est qu'ils sont tout seuls ; ils font la cuisine à tour de rôle. Les discussions revenaient toujours sur le même sujet : la femme et ce qui se passe au pays. Car ils sont tous d'origine paysanne.

Au bout d'un mois, avec l'aide de mes cohabitants j'ai trouvé un travail au noir : manœuvre dans un chantier du bâtiment. Mais au bout de six mois le patron refusait toujours ma demande de régularisation. Alors j'ai changé de travail et de ce fait j'ai abandonné ma cellule de chantier. Je suis revenu chez mon cousin. Ensuite, j'ai trouvé un autre boulot de manœuvre, et cette fois-ci le patron a régularisé ma situation au cinquième mois. Les conditions de travail étaient dures, mais je faisais quand même des heures supplémentaires pour économiser et envoyer de l'argent à la famille, au pays.

A ce moment-là je me suis installé avec des compatriotes dans une chambre à douze lits, avec une petite cuisine, toujours à 120 frs chacun.

Lorsque j'ai été sûr de ma situation au niveau des papiers, j'ai été voir mes parents et mes enfants. Mais, au retour, j'ai eu un accident sur le chantier : je me suis cassé la jambe. La douleur qui me reste m'empêche de marcher comme avant. Je ne peux pas rester longtemps debout. L'accident a brisé mon corps qui ne pourra plus travailler comme avant.

De nouveau mes problèmes ont augmenté, avec les difficultés du système

administratif : le médecin traitant, le contrôle de la sécurité sociale, l'expert, et surtout je ne parle pas le français.

J'ai commencé à ressentir ma solitude de plus en plus dure. Vivre à douze est difficile et, lorsque je sors, je me trouve dans la rue comme un chien perdu. J'avais envie d'avoir ma femme auprès de moi et de vivre de nouveau avec mes enfants, comme les autres pères de famille. Mais pour faire venir sa famille, c'est compliqué. Non seulement il faut avoir des ressources suffisantes et un travail stable, mais aussi un grand logement qui corresponde au nombre d'enfants. De plus, je ne pouvais pas faire venir ma fille aînée car elle avait plus de 18 ans. Surtout cela a pris du temps, au moins un an, car il fallait que ma femme et mes enfants passent une visite médicale.

Mais, lorsqu'ils ont été là, les problèmes n'étaient pas terminés. En effet, les petits ne comprenaient pas le français ; ils ont eu des difficultés à suivre à l'école. Et, pour mon fils qui avait 17 ans à l'époque, nous avons mis du temps avant de lui trouver un apprentissage.

En 1977, j'ai eu un autre accident du travail. Je suis tombé sur un chantier et me suis fait mal aux reins. Depuis, je ne peux plus soulever du poids et faire des travaux pénibles.

... Et je me suis mis à regretter d'avoir fait venir les miens, en France. J'ai perdu mon travail à cause de mon incapacité à le poursuivre. Et de nouveau tous les problèmes administratifs : j'avais peur qu'ils ne veuillent pas me renouveler la carte de travail, j'étais entre les mains des médecins, contrôleurs, experts de la sécurité sociale.

Finalement, ils m'ont donné une rente de 10 %. Ce n'est pas assez pour vivre et je ne peux plus travailler comme avant. Je n'arrive pas à trouver du travail. S'ils ne me renouvellent pas la carte de travail, je n'aurai pas droit à la carte de séjour.

Ils m'ont dit de repartir chez moi, que j'aurai un million, qu'il faut que je quitte mon appartement car il est trop petit. Mais comment repartir : un million n'est pas suffisant, surtout qu'on ne le touche qu'au pays.

Les aînés de mes enfants ne veulent pas partir et il y a des problèmes de scolarité pour les autres ; et moi je n'ai pas de formation professionnelle.

Je me sens de plus en plus malade physiquement et moralement. J'ai été détruit.

Ce texte a été lu à Toulouse, par un Maghrébin, aux Journées Nationales des Comités Médico-sociaux d'Aide aux Migrants, septembre 1980.

Singulière escale à Bangkok

Roland Doriol

Quatre mois après, je relis des lettres où je racontais à des amis, le repêchage en pleine mer, dans le golfe de Siam, en remontant de Djakarta sur Bangkok, d'un bateau de pêche de 10 mètres avec 120 réfugiés vietnamiens à bord...

Nous avons quitté Djakarta lundi 2 juin en fin d'après-midi ; il fait une chaleur très lourde, mer d'huile, sans vent. Depuis le départ du voyage, les habitués de la ligne nous parlent de l'escale de Bangkok à faire rêver ! Un peu de liberté, d'exotisme avec une excursion possible, un peu d'affection à donner et à recevoir sans même bouger du bateau qui sera envahi à quai par les filles, mais aussi par les petits marchands de soupe, ou bistrots ambulants, qui viennent installer leur réchaud à l'arrière ; par les dockers, les marchands de pacotilles et trafiquants, sans oublier l'inévitable fouille de la police qui ressemble à du racket, trouvant prétexte d'une déclaration incomplète pour coller une

amende ou prendre des objets personnels, à moins de leur fournir largement alcools, cigarettes et vivres... La tranquillité de l'escale repose beaucoup sur la largesse du commandant et de l'intendance.

Le jour suivant, vers 17 heures, le commandant prévient la machine que nous allons ralentir ; et, quelques instants après, que nous allons stopper, car il y a un bateau en vue qui semble faire signe. Manœuvre d'approche, c'est un « boat-people » ; le bateau est noir de monde et quelques-uns agitent des chemises en guise de pavillon blanc. Tout l'équipage est sur le pont, on commence à descendre la coupée et à installer le long du bord des bouées. Deux hommes ont déjà plongé du bateau en détresse, pour nous rejoindre. Autour du navire, un banc de poissons qui sautent de toutes parts. Ils n'ont sans doute plus rien pour les pêcher... Les deux hommes allongés sur le pont nous disent, avec un

peu d'anglais, qu'ils sont à bout de force, partis depuis 14 jours du Cap St-Jacques ; qu'ils ont été attaqués par des pirates, en pleine mer ; que cinq ou six bébés sont morts et ont été jetés à l'eau. Ils ont vu passer une dizaine de bateaux qui ont ralenti puis sont repartis ; ils demandent à monter à bord.

Manœuvre d'approche délicate pour accoster le bateau, où chacun est cloué sur place, une place payée cher, en monnaie d'or, pour quitter le Vietnam, en trouvant un bateau de pêche et un patron de pêche. A peine accostés, des cris « Freedom ! », et l'un d'entre eux, en bon français : « depuis 10 jours, la mort plane au-dessus de nos têtes ! ». Quelques gars du bord ont déjà sorti leur appareil photo, comme pour fixer l'événement de la rencontre ; on n'oublie pas de rappeler aussi que c'est la troisième fois consécutive que notre navire « tombe » sur des réfugiés, et nous apprendrons que le commandant recevra plus tard un document officiel honorant le navire et l'équipage pour le sauvetage en mer de plusieurs centaines de réfugiés. D'exceptionnelle, la rencontre de ces réfugiés fait apparaître à quelques-uns le destin inévitable et quasi quotidien des vietnamiens quittant leur pays en désespoir de cause. Plus tard, à bord ou à l'arrivée à quai, l'appareil photo deviendra indécemment et source de tensions pour ceux qui l'utilisent sans discrétion. Nous aurons droit aux reporters et journalistes thaïlandais, à un membre de

l'AFP et même à un reporter de Paris-Match présent à Bangkok pour un article sur la drogue. Etant donné l'abondance des événements, à cette époque là, en particulier le voyage du pape, ce reporter ne peut pas nous assurer que ses photos passeront. Quelques-uns pressentent à mots couverts qu'il y a un monde entre des images souvent vues à la TV, lors de reportages sur l'anéantissement du Cambodge ou l'exode vietnamien, et l'hospitalité à vivre avec ces réfugiés, sur le bateau, dans leur cabine, pendant les sept jours que nous allons passer avec eux.

Les matelots font la chaîne pour les aider à monter la coupée sans bousculades ; il faut porter les bébés et enfants, une vingtaine ; et les femmes les plus âgées qui ne peuvent plus bouger et souffrent d'ecchymoses et des brûlures du soleil. La plage arrière du bateau, où quelques heures auparavant les matelots piquaient la rouille, se remplit peu à peu ; on se retrouve à deux ou trois, au milieu de tout ce monde assis ou allongé, leur donnant de l'eau à boire ; les plus malades sont rassemblés à l'infirmerie et dans deux cabines disponibles ; on mettra quelques heures pour arriver à les dénombrer exactement, et à établir ainsi la liste de ce nouvel équipage, **heureux d'apprendre** que nous étions français et qu'ils étaient en « territoire » français, sur ce navire, mais ne sachant pas encore où nous allions.

Un abri de fortune est mis en place au-dessus du panneau de la cale 6 avec

un peu d'éclairage, pendant qu'on essaie de couler le bateau où ils viennent de passer quatorze jours, car il présente un danger pour la navigation. On distribue du savon et des serviettes, c'est l'invasion des douches-équipage pour les femmes et les enfants, et de la buanderie pour les hommes ; les marmites de lait chaud arrivent, un brin d'organisation est mis en place entre les différents groupes et familles qui se retrouvent et se resserrent les coudes pour une nouvelle étape. Un chef de groupe parlant français fait l'interprète, réunit le groupe et donne les premières informations officielles après les premiers contacts du commandant avec le Consul de France en Thaïlande. Le groupe se trouve sous la protection de l'ambassade de France, ce qui a pour effet de tempérer un peu l'angoisse d'un séjour prévisible et inévitable dans les fameux camps de Thaïlande. Et ce sont les premières conversations avec l'équipage, en anglais ou français ; récits de leur exode, de leur rencontre avec des pêcheurs-pirates thaïlandais, des questions sur l'impossibilité de vivre dans leur pays...

Quarante-huit heures après, nous arrivons sur la rade de Bangkok, tard le soir, avec une grosse avarie machine qu'il va bien falloir réparer. Les hommes vont monter la garde toute la nuit, sur la rade, auprès des projecteurs installés le long du bord, pour empêcher les pillers éventuels de grimper à bord ; une revanche leur est ainsi rendue possible sur les thaïlandais, pillers et pirates de

réputation. La vie quotidienne pendant les trois jours de mer avec les réfugiés s'est peu à peu organisée ; les gestes d'hospitalité du départ vont se poursuivre et se traduire dans la vie quotidienne, au carré-équipage, assez grand pour tous les réunir, et où ils trouveront revues, baby-foot, TV et climatisation ; dans les douches et WC, dans les courives où ils trouveront plus de fraîcheur pour dormir ; jusque dans les cabines personnelles que plusieurs d'entre-nous laisseront ouvertes pour telle famille et qui sont aménagées pour dormir à cinq ou six. Une grosse partie du travail et de la vie à bord revient à la cuisine, où le chef se démènera pour la préparation d'une soupe vietnamienne. Ce jour-là, un événement surviendra dans les relations entre le groupe des réfugiés et l'équipage, suite à la disparition d'une montre, dans une cabine. Fallait-il ébruiter la disparition de cette montre auprès du groupe ? L'histoire arrive inévitablement aux oreilles du commandant et une mise au point est faite par le chef du groupe devant tout le groupe réuni : on ne mangera pas la soupe tant que la montre ne sera pas retrouvée ou remise en un lieu neutre ; question d'honneur pour le groupe des réfugiés vis-à-vis de ceux qui les ont sauvés. Le soir même, la montre était remise à son propriétaire.

Le séjour à quai à Bangkok s'annonce mouvementé. Le vendredi après-midi, arrivée des journalistes locaux, de mem-

bres du consulat qui prendront date pour une réception à bord, et de trois ou quatre délégués de la commission réfugiés de l'ONU qui recueilleront des informations auprès des réfugiés ; et surtout, envahissement de la police du port et de gardiens (une vingtaine sans doute) pour les formalités douanières et pour « empêcher les réfugiés de partir », selon l'expression du journal local. Et il ne faut tout de même pas oublier les opérations commerciales, ni l'avarie machine, ni les « corvées » que l'on embauche localement pour le nettoyage du collecteur de balayage et le piquage de rouille le long de la coque ou dans des compartiments et cofferdams particulièrement difficiles d'accès (équipes de femmes, le plus souvent, pour ce genre de travaux). Des responsables de l'agence et du marinier club proche du port prennent en charge la nourriture, les premiers soins aux malades et apportent pour les enfants tea-shorts et chaussures. Réunion de tous les réfugiés au carré-équipage, pour qu'ils passent un par un auprès des autorités thaïlandaises afin d'établir des fiches d'identité et prendre les empreintes digitales : des scènes interminables ! Je rencontre, dans les coursives, quelques dockers thaïlandais qui me voyait bavarder et sympathiser avec quelques réfugiés en leur offrant une cigarette. Ils me les désignent, quelques instants après avec mépris : « Vietnam, vietnam ! ». Un des officiers me parle de l'ambiance de la

réception des autorités consulaires, à qui ils ont pu sortir quelques vérités : « Depuis trois jours que nous sommes à quai, nous avons vu la police, les autorités, les dockers... mais toujours pas de médecins ! ». Les délégués de la commission des réfugiés de l'ONU auront sans doute pris leur week-end ! Et, jusqu'au dernier jour, nous resterons dans l'incertitude sur les conditions de départ... pendant qu'à bord, s'organise le campement de fortune et se développent les amitiés avec les groupes que chacun loge ou dépanne. Nous avons pris les réfugiés chez nous ; la réalité de cet accueil et de l'hospitalité prend une tout autre allure ; les réfugiés font comme chez eux !

Ils prendront aussi leur part de cette vie commune, alourdie par le nettoyage des locaux communs, carré, douches, WC bouchés ; les coursives ou telle cabine se trouveront souvent inondées par des douches qui n'ont jamais tant fonctionné ! Vie quotidienne au ras du sol, où il est bien difficile, souvent, de s'entraider sans tensions, surtout lorsque la climatisation — que chacun trouve bienfaisante et reposante — révèle ses faiblesses devant tant de courants d'air, de portes ouvertes et de mouvements. Nous aurons connu et partagé quelques chose de l'inconfort et de l'insécurité de ces exilés en fuite, dans une vie de marin où tout de même cet aspect de « vie en déplacement » est une réalité quotidienne. Après la générosité de l'accueil, est venu le temps de la patience et des tensions ;

à deux ou trois reprises, nous aurons fermé à clef le carré-équipage pour manger en paix, avec un peu de climatisation, pour quelques heures de calme entre nous, afin de faire face, au mieux, aux conditions de travail pénibles qui nous attendaient à la machine pour réparer l'avarie par le bord, à la chaleur sur le pont pour les matelots en opérations commerciales, et pour l'intendance de qui chacun dépend pour le moral quotidien. Mais surtout, les tensions viendront de toute une population locale et des gardiens thaïlandais qui profiteront et abuseront, en parasites, de la liberté offerte aux réfugiés vietnamiens dans les locaux communs et cabines, en laissant aux réfugiés le soin de remise en ordre et de nettoyage.

Ce voyage-ci, paraît-il, aux dires des habitués de la ligne, nous n'aurons pas connu la liberté, le rêve et les plaisirs d'une escale à Bangkok ! Du moins pas comme nous la rêvions ! Et les réfugiés eux aussi nous ont dit à plusieurs reprises qu'ils rêvaient de repartir avec nous pour échapper aux camps de Thaïlande ! A la fin de leur séjour à bord comme à leur départ, ils seront ballottés de droite et de gauche ; ils nous laisseront des lettres à expédier à leur familles ou amis, restés au Vietnam ou séjour-

nant en France, Australie ou USA, pour annoncer qu'ils sont encore en vie. Plusieurs d'entre nous leur laisseront des adresses en France pour faciliter des démarches de rapatriement éventuel ou pour des retrouvailles en France et eux nous quitteront sans adresse. Ces échanges d'adresses ne resteront pas lettre morte : plusieurs ont écrit à leur arrivée **en France trois mois après**. Les signes d'émotion, lorsque les deux cars sont arrivés le long du bord, n'ont pas manqué ; chacun pouvait sentir qu'une hospitalité vraie et partagée avait laissé des traces.

Jusqu'au dernier moment, ils connaîtront l'incertitude, parkés dans ces deux cars de 14 à 21 heures : il manquait une signature au bas d'un papier officiel pour les faire entrer en territoire thaïlandais ; ou bien la police du port exigeait-elle de l'argent en contrepartie ! Là encore, des tractations ont eu lieu jusqu'au dernier moment...

Nous avons vu passer les cars en klaxonnant le long des bistrotts sur le port. Nous sommes rentrés à bord à 22 heures pour les formalités de départ devant les autorités de la police qui s'assuraient que tout le monde était bien là. Il ne manquait que les réfugiés.

**Roland est un jeune jésuite qui navigue depuis plusieurs années.
Il est en lien avec la Mission de France, par l'équipe de la Mission de la Mer de Marseille.**

Lourdes 1980

Lourdes 1979 : l'Assemblée plénière des évêques ouvrait le dossier sur la Mission de France. Après un an de travail, elle le reprit à Lourdes 1980. Au terme de l'Assemblée, Roger Etchegaray tirait les conclusions suivantes à propos de la M.D.F. :

Pour la première fois de son histoire, la Conférence épiscopale se prononce par vote sur un corps missionnaire presbytéral né de l'intuition d'un évêque (le cardinal Suhard) plus que de la volonté de tout un épiscopat. Après bien des aléas, voici enfin une Mission de France qui reçoit sa lettre d'accréditation pour l'annonce de l'Évangile dans les milieux sociaux et culturels les plus étrangers à la foi. Comme évêques, nous sommes décidés à développer l'apport spécifique de la Mission de France au sein de l'effort missionnaire poursuivi par toute l'Église en France. Comme prélat de la Mission, je puis témoigner que ces prêtres, marqués par les conditions d'une vie solidaire avec les plus pauvres, sont habités par la passion d'une communion ecclésiale. Ils savent que l'authenticité de leur démarche missionnaire ne peut se vérifier que par l'exercice collégial du ministère presbytéral. Les trois orientations votées nous invitent de part et d'autre à plus d'exigences, à plus de cohérence, à plus d'audace apostolique aussi ».

Dans les premiers jours qui suivirent l'Assemblée de Lourdes, les évêques du Comité épiscopal de la M.D.F. adressèrent une lettre à chacun des membres de la Mission : nous en reproduisons le contenu.

Dans cette lettre, ils font référence à l'Assemblée générale de la M.D.F. qui s'est tenue à Fontenay, fin août, et à l'écho qu'en donna Francis Corenwinder aux évêques réunis à Lourdes : nous publions également cette intervention.

Enfin, ils transmettent la « Lettre de Mission » qui contient les orientations données par la Conférence épiscopale à la Mission de France, en soulignant la convergence entre la réflexion collective de la Mission et celle des évêques : les lecteurs de la Lettre aux Communautés trouveront également ce texte dans les pages suivantes.

Comité épiscopal de la Mission de France

Lourdes, le 10 Novembre 1980
Aux prêtres de la Mission de France

Chers amis,

C'est avec joie que nous avons, comme évêque de la Mission et du Comité épiscopal, participé à la Rencontre Nationale du mois d'Août 1980. Nous avons été frappés par le sérieux de la recherche commune, le dynamisme de l'effort missionnaire, la volonté de cohésion entre aînés et jeunes, et entre prêtres qui vivent différemment le ministère selon leurs insertions particulières.

Le Comité épiscopal a recueilli le travail de votre Assemblée générale et s'est efforcé de le partager avec les évêques de France réunis à Lourdes du 4 au 10 novembre. Le premier chapitre du Rapport d'orientation avait été envoyé à tous les évêques dans les documents préparatoires à leur Assemblée plénière. A Lourdes même, Francis Corenwinder a rendu compte de cette rencontre de l'été, du climat dans lequel elle s'est déroulée, et des orientations qui y ont été tracées. Celles-ci ont largement inspiré la rédaction des propositions que le Comité épiscopal a soumises aux Evêques et que la Conférence a reprises à son compte.

Les questions soulevées au cours de l'Assemblée de Lourdes 1979 et la réflexion poursuivie par les évêques en régions apostoliques, durant l'année, ont permis une discussion très positive. Ainsi votre propre réflexion collective et celle des évêques ont abouti, de manière convergente, à l'expression des « ORIENTATIONS DONNEES PAR LA CONFERENCE EPISCOPALE A LA MISSION DE FRANCE » dont nous vous transmettons le texte.

Ce texte ne peut condenser toute la pensée, les réflexions, les constats, les sentiments des évêques par rapport à la Mission de France aujourd'hui. Il exprime simplement, outre la confiance des évêques, trois efforts qui s'imposent aux prêtres de la Mission pour poursuivre la route entreprise. Il appelle également effort et initiative de la part des évêques et des autres forces vives de l'Eglise. C'est une « lettre de mission » qui nous invite à réfléchir ensemble et avec vos évêques.

Il nous semble important de vous dire qu'au cours des échanges de l'Assemblée de Lourdes ont été également soulignés la qualité de la foi vécue par les prêtres de la Mission de France, la valeur du témoignage rendu parmi ceux dont vous partagez l'existence, la stimulation que la Mission exerce vis-à-vis de toute l'église, et enfin l'appel à la conversion qui retentit en nous, évêques, quand nous vous rencontrons.

Nous terminons cette lettre en faisant nôtres les paroles de conclusion du Rapport d'orientation. Fraternellement nous vous appelons :

- à vous réjouir parce que des jeunes aujourd'hui viennent continuer le chemin que vous avez ouvert. C'est une grâce et une exigence de conversion incessante pour tous ;*
- à vous interroger sans répit sur la qualité de vos solidarités avec les plus démunis, en regardant « l'horizon maintenant sans limites d'une solidarité humaine qui nous appelle à devenir frères » des pauvres de tous les continents. « Ces pauvres, peuvent-ils reconnaître en nous des frères ? ». Cette question est essentielle pour vous comme pour nous-mêmes.*
- à lutter contre toute pesanteur pour une meilleure communion ecclésiale, au plan local et au plan international, « avec tous ceux qui portent — différemment — la charge du témoignage évangélique » ;*
- à être plus que jamais des hommes de Dieu pour notre temps, libres par la Pauvreté de l'Evangile, proches des hommes et habités par les grandes préoccupations du monde actuel évoquées par votre Rapport de situation du mois de Janvier.*

Soyez assurés de notre amitié et de notre confiance.

**Roger Etchegaray - Jean Rémond
Bernard Alix - Yves Bescond - André Collini
Henri Gufflet - Emile Marcus - Michel Saudreau**

L'Assemblée générale de la Mission de France

(Lourdes 1980) présentée aux évêques

Francis Corenwinder
Secrétaire Général de la M.d.F.

Je suis chargé de vous donner un écho de l'Assemblée générale que la Mission de France a tenue à la fin du mois d'août. Cela nous permettra de faire quelque peu le point sur l'itinéraire de la Mission.

- Je vais d'abord resituer cette dernière Assemblée dans l'histoire de notre groupe ;
- ensuite, je vous dirai le climat dans lequel s'est déroulée cette rencontre ;
- et enfin, je vous ferai part des orientations telles qu'elles se dessinent actuellement.

D'abord, pour situer cette rencontre du mois d'août 1980, il est utile de savoir que nous n'avions pas eu d'Assemblée Générale depuis 1969.

Evoquer 1969, c'est pour la Mission de France rappeler un moment difficile et une période de crise interne : une crise qui doit, pour une bonne part, son origine aux conditions qui ont été fixées pour la reprise des prêtres au travail, au lendemain du concile, douze ans après l'interdiction de 1954. En effet, lors de cette reprise en 1966, ce sont seulement des individus de la Mission de France qui ont été autorisés à devenir prêtres ouvriers. Et, de manière très paradoxale, ceux-ci se sont vus contraints de quitter leurs équipes Mission de France, pour rejoindre d'autres équipes constituées d'éléments divers (prêtres diocésains, religieux, etc.). La Mission de France, comme telle, s'est alors trouvée écartée de toute responsabilité en cette question de la reprise des prêtres ouvriers, question pourtant si importante pour elle en regard de sa mission. Et c'est là, vous vous en souvenez, l'une des raisons qui a provoqué (à tort ou à raison, d'ailleurs) la démission du Conseil de la Mission de France en 1969.

Cette démission a été lourde de conséquences : elle entraîna la fer-

meture du séminaire, un certain désarroi dans les équipes et une réelle désorganisation de nos structures d'animation. Et il nous a fallu dix ans pour être en mesure d'envisager une Assemblée générale dans de bonnes conditions.

J'ajoute une deuxième remarque pour situer cette Assemblée générale de 1980 :

Au fil des ans et malgré les difficultés que je viens d'évoquer, les prêtres de la Mission ont poursuivi leur effort pour être davantage présents à ce qui fait la vie de nos contemporains. Et ceci, pas seulement dans le monde ouvrier, mais aussi, en fidélité aux intuitions des fondateurs, en monde rural, parmi les techniciens, les scientifiques, les travailleurs de la Santé, comme en autant de lieux où se jouent, de manière forte, les mutations qui engendrent le monde moderne.

Avec le temps, chacun ou chaque équipe dans la Mission, a ainsi creusé davantage le sillon dans lequel il était engagé ; chacun s'est en quelque sorte davantage spécialisé. Le dialogue entre tous est alors devenu plus onéreux. Il nous a fallu apprendre à accepter nos différences d'enracinement et d'option, à faire taire certains préjugés. Nous avons alors ébauché entre nous, et cela nous a paru avoir un intérêt au delà de notre propre groupe, un dialogue ecclésial qui prenne en compte la nécessité et la richesse des insertions particulières, et l'exigence de ne jamais s'y enfermer.

En 1976, ici même à Lourdes, nous vous avons rendu compte des confrontations organisées entre prêtres ouvriers de France et prêtres engagés au Tiers Monde. Ce type de confrontation, où rien d'ailleurs n'est **jamais acquis une fois pour toutes**, vise à faire grandir en chacun les capacités d'ouverture au Mystère du Christ qui nous dépasse infiniment et que nous sommes si souvent tentés de réduire à l'expérience nécessairement particulière que nous en faisons.

Je crois vrai de dire que ce sont ces dispositions entretenues avec persévérance depuis des années qui ont permis de rassembler en Assemblée générale, sur la base d'une même foi partagée et d'un même service de la mission de l'Eglise, des hommes aux profils désormais très différents. Il y a quelques années nous aurions risqué de n'aboutir qu'au constat de nos différences, voire à des exclusions réciproques...

Certes, aujourd'hui, nous ne manquons pas d'objets de débats entre nous, par exemple :

- sur l'idée que nous nous faisons de la mission dans le monde d'aujourd'hui,
- ou sur la communion ecclésiale entre des gens qui ne font pas les mêmes analyses de société,
- ou encore sur une mise en œuvre possible d'une diversité de ministères au services de la mission.

Mais l'expérience nous a montré que les choses avaient suffisamment mûries en 1980 pour que nous puissions nous retrouver de manière sereine, pour approfondir ensemble, à partir de nos insertions particulières, ces questions de fond.

En outre (et j'aborde maintenant le climat de cette réunion) il était temps de faire se rencontrer ce que nous pouvons appeler l'ancienne génération et la jeune génération de la Mission de France.

Une quarantaine de jeunes participaient à l'Assemblée, dont une quinzaine ont été ordonnés prêtres depuis deux ou trois ans, et les autres sont actuellement en formation. Au cours même de notre réunion, deux jeunes étaient ordonnés diacres et cinq prononçaient leur premier engagement.

D'autres jeunes sont aussi venus expliquer qu'ils sont une centaine à participer à des week-ends de formation biblique et théologique organisés à Fontenay depuis trois ans, motivés par le désir de servir la mission de l'Eglise dans le monde d'aujourd'hui, de diverses manières d'ailleurs, c'est-à-dire pas nécessairement dans le cadre de la Mission de France.

Le lendemain de notre assemblée, une douzaine d'autres garçons, un peu plus jeunes, prenaient la route pour marcher de Pontigny à Vézlay et réfléchir à une perspective de ministère presbytéral.

Tout ceci, qui est en vérité très modeste, a donné une note de jeunesse et de nouveauté à un Assemblée qui comptait, il faut bien le reconnaître, une majorité de têtes grisonnantes, et qui s'est trouvée heureusement étonnée par ce souffle printannier et vivifiant.

Deuxième note à propos du climat de notre rencontre : l'ensemble de la Mission de France avait désiré que ce rassemblement soit un moment de vérité sur nous-mêmes, un temps de conversion. Le rapport d'orientation qui avait été préparé tout au long de l'année par les équipes, faisait nettement apparaître cette préoccupation.

Comme vous avez pu vous en rendre compte en parcourant les quelques pages intitulées : « Quel Orient ? » jointes au chapitre 1^{er} qui vous a été remis (1), ce rapport est un appel pressant à la conversion personnelle et collective : appel pour une ouverture du cœur à la nouveauté, appel à savoir remettre en cause nos propres conceptions et nos pratiques, ouverture aux autres peuples, aux autres églises, appel à une meilleure communion ecclésiale, à prendre davantage les moyens du dialogue avec d'autres, etc. La Mission de France de 1980 a voulu rompre avec quelques-uns de ses péchés mignons qui l'ont parfois rendue insupportable à d'autres dans le passé, telle une certaine prétention à savoir mieux que d'autres, à vouloir une place privilégiée dans l'effort missionnaire de l'Eglise de France, etc.

Je sais bien que les conversions ne sont pas nécessairement définitives et que les vieux démons peuvent nous reprendre, et même revenir à sept **à la fois, personnellement j'ai tendance à penser que notre guérison est plutôt en bonne voie... !**

Dernier trait qui a caractérisé notre Assemblée : une grande unité de vue des participants qui s'est traduite par les votes d'orientations acquis à plus de 90 % des voix. Ce qui n'est pas dans nos habitudes, mais qui s'explique, je crois, d'une part par la présence des jeunes qui ont orienté les regards vers l'avenir, et par une certaine crainte de réveiller des querelles anciennes et jugées dépassées ; et d'autre part, par le fait que le rapport d'orientation, au terme d'une préparation collective, a été reçu comme une expression fidèle du groupe : le groupe s'y est bien reconnu, et cela s'est retrouvé au moment des votes.

Je voudrais maintenant vous faire part des orientations qui se dégagent de notre Assemblée. Je dirai successivement, en les résumant, celles qui concernent :

- 1 — les lieux de présence que nous souhaitons honorer en priorité,
- 2 — les résolutions et les perspectives au sujet de la vie d'équipe,
- 3 — la recherche commune et les dimensions ecclésiales du travail de la Mission.

(Ces trois points sont traités dans les chapitres 2, 3 et 4 de notre rapport).

Et enfin je dirai un mot sur les convictions de fond qui rassemblent actuellement les gens de la Mission de France.

S'agissant des lieux d'insertion qui nous paraissent devoir être en

(1) Une partie de ce texte se trouve dans le n° 84, pp. 7 à 11.

priorité ceux de la Mission de France aujourd'hui, nous avons dit surtout deux choses :

La première : nous souhaitons plus que jamais une diversité de nos implantations. Si nous étions un jour dans l'obligation de réduire le nombre de nos lieux de présence par manque d'effectifs, nous voudrions conserver ouvert l'éventail de cette diversité. Nous savons par expérience que ce n'est pas un choix de facilité pour notre groupe. Mais il nous paraît nécessaire, pour la qualité du service de l'Évangile dont nous avons la charge, de tenir tout à la fois l'exigence d'enracinement dans un peuple particulier et l'exigence de communion ecclésiale par laquelle s'éclaire et s'approfondit notre découverte des hommes, de Dieu, de l'Église.

Et, deuxième chose, nous avons dégagé de notre expérience trois repères qui doivent, estimons-nous, guider nos choix :

- la fraternité avec les plus pauvres,
- la rencontre de l'autre dans sa différence, c'est-à-dire la rencontre d'autres civilisations, d'autres religions, d'autres univers de pensée, dans lesquelles les hommes se construisent et tracent leur aventure spirituelle,
- et enfin l'attention aux provocations de notre temps, c'est-à-dire aux événements et aux lieux qui engagent probablement plus que d'autres l'avenir des hommes à un moment donné.

C'est à partir de ces repères que nous avons réaffirmé comme terrains prioritaires pour la Mission : la classe ouvrière, le Tiers Monde, les petits du monde rural. En désignant ces priorités, nous n'entendons pas nous limiter à ces terrains comme s'il fallait leur reconnaître une quelconque exclusivité de l'avenir. La présence d'un certain nombre d'entre nous dans la Santé, le Tertiaire, la Technique, la Recherche et le culturel, nous a appris à prendre au sérieux d'autres aspects de la vie humaine et de la société.

Mais connaissant la dérive qui a si souvent éloigné des pauvres, des groupes qui pourtant voulaient leur donner la priorité, nous avons dit notre volonté de nous situer très majoritairement au cœur des situations humaines les plus difficiles. Ce qui implique en conséquence que nos choix concernant les professions, les lieux, les niveaux de vie, soient régulés par l'équipe et les responsables de la Mission.

S'agissant de la vie d'équipe, nous avons réaffirmé qu'elle est une exigence du ministère vécu à la Mission de France.

« C'est une même vocation, avons-nous dit, qui rassemble une équipe,

et c'est une même charge reçue de l'Eglise qui la fonde et lui donne son unité profonde ».

Ce qui veut dire qu'une équipe Mission de France n'est pas, par exemple, qu'une simple cellule d'Eglise assurant le soutien de ses membres. Et s'il arrive que certaines équipes se réduisent à n'être plus ou moins qu'un lieu de ressourcement privé pour ses membres, cela nous paraît regrettable et doit poser question.

Depuis toujours la Mission de France vit la tâche missionnaire qu'on lui confie, non seulement comme un témoignage rendu à l'Evangile, ce dont tout chrétien est responsable, mais comme un ministère vécu collégialement au nom de l'Eglise. Pas seulement témoin de l'Evangile, mais participant à la responsabilité ministérielle d'ouvrir sans cesse, à la manière de Paul, l'Eglise à « ceux du dehors », en sorte qu'elle manifeste la Lumière du Christ dans la vie de chaque peuple, et en reçoive pour elle-même une compréhension plus profonde du mystère de Dieu et des hommes.

Ayant ainsi rappelé, au cours de notre Assemblée, que c'est un ministère confié qui fonde une équipe Mission de France et lui donne son unité profonde, il nous a paru qu'il devait être possible d'élargir la composition de nos équipes à d'autres ministères que le seul ministère presbytéral : à des diacres permanents, à des ministres institués ou reconnus. Et ceci pour plusieurs raisons :

D'abord pour combler notre retard par rapport aux perspectives ouvertes à Vatican II et reprises ici même en 1973. Nous pensons qu'une mise en œuvre effective d'une diversité de ministères devrait enrichir la démarche missionnaire de l'Eglise. Elle permettrait en outre de porter remède à la diminution prévisible de l'effectif des prêtres, car il est vraisemblable que dans dix ans la Mission de France ne comptera qu'une centaine, ou à peine plus, de prêtres en activité. Mais surtout parce que des vocations pour de tels ministères viennent depuis quelques années frapper à notre porte. Puisque nous souhaitons que l'effort entrepris aille en se développant, pourquoi ne pas envisager cette ouverture de nos équipes, sur la base d'une même vocation à la Mission, réalisée en différents ministères ?

Notre rencontre a montré que notre groupe qui s'est longtemps défini comme corps presbytéral a maintenant surmonté ses réticences pour une telle ouverture à d'autres ministères. Mais elle a montré aussi que nous

avons besoin de nous expliquer plus à fond sur une théologie de l'Eglise et des ministères qui soutend cette évolution.

Après les orientations concernant les lieux d'une présence Mission de France et celles concernant la vie d'équipe, nous avons pris un certain nombre de résolutions pour améliorer les échanges entre nous et donner plus d'efficacité aux divers lieux de confrontation. Je ne détaille pas cela ici. Nous avons fait aussi notre examen de conscience sur la qualité des liens des équipes avec l'Eglise locale au service de laquelle elles sont ; et des liens qu'elles entretiennent avec d'autres groupes d'Eglise qui œuvrent également à la tâche missionnaire de l'Eglise.

Nous nous sommes engagés (je cite) « à un accueil renouvelé de la vie et de la recherche des mouvements d'A.C., en particulier de l'A.C.O. et du C.M.R., dont les récentes rencontres nationales ont fait apparaître des questions proches des nôtres... ». Nous veillerons à nous ouvrir davantage aux recherches d'autres groupes, situés sur un même horizon ecclésial ou rattachés à d'autres églises chrétiennes. En bref, une volonté d'ouverture et de collaboration plus affirmées.

Ces quelques orientations actuelles que je viens de signaler, vous l'avez perçu, sont dans le droit fil des quatre convictions que l'Assemblée de la Mission de France a faites siennes, et qui tendent à exprimer les axes forts de la tâche qui nous est confiée, telle que nous la comprenons.

(Ces convictions sont rassemblées dans le document n° 1 qui vous a été adressé).

* La première, c'est la conviction que l'annonce de l'Evangile suppose de notre part le compagnonnage, l'écoute, le dialogue avec les hommes de notre temps, ce que nous appelons dans notre rapport « *une entrée en réciprocité* » avec ceux qui ne partagent pas notre foi, parce qu'ils croient autrement. L'expérience nous montre que chacun est alors provoqué à progresser vers plus de vérité dans sa propre vie.

* La deuxième conviction, c'est que nous sommes porteurs d'un effort millénaire qui a toujours su, au cœur de l'histoire, se ressaisir pour articuler indissociablement : restauration des pauvres dans leur droit et adoration de Dieu.

Cette conviction que Dieu et les pauvres ne peuvent être dissociés, inutile de le dire, nous renvoie à de sérieux examens de conscience comme en témoigne cette question aiguë d'un prêtre ouvrier : « Sommes-nous un minimum crédibles par les plus pauvres ? ».

Ces deux convictions expliquent pourquoi nous tenons tant d'une part à vivre avec les hommes d'aujourd'hui dans ce qui fait le plus quotidien de leur existence et, d'autre part, pourquoi nous désirons que la Mission de France, par le plus grand nombre de ses membres, soit effectivement enracinée parmi les plus pauvres et les plus exploités.

* La troisième conviction, c'est la nécessité d'un effort constant de réflexion pour une meilleure intelligence de la Foi, en sorte que l'Évangile puisse être annoncé dans la langue des hommes d'aujourd'hui.

D'où nos efforts, toujours insuffisants bien sûr, pour aider au mieux la réflexion, comme nous le faisons par exemple dans nos divers « ateliers » ; et pour activer diverses confrontations qui tendent à bousculer les cloisonnements trop étriqués et les certitudes un peu faciles où nous sommes toujours tentés de nous réfugier.

Nous croyons aussi, et cela nous apparaît lié, que l'effort de réflexion ne suffit pas, mais qu'il s'agit en même temps de faire exister une vie ecclésiale qui puisse appeler à un « Viens et vois », qui soit une réponse possible à la question qui monte toujours au cœur de l'homme qui découvre l'Évangile : « Où demeures-tu ? » Où est ton Église ?

D'où l'attention particulière que nous voulons porter à tout effort qui tend à ébaucher des formes de vie ecclésiale plus proches des hommes et des femmes de notre époque.

* La quatrième de nos convictions, c'est celle qui nous pousse, contre vents et marées, à maintenir au sein de notre groupe une diversité réelle de nos insertions concrètes, comme condition d'un meilleur service de l'Évangile. Je n'y reviens pas, je préfère renvoyer aux deux ou trois pages du rapport qui soulignent, entre autres choses, que le jeu de cette diversité n'est possible que si chacun, là où il est situé, « se souvient qu'il n'y a d'Évangile et d'Église que lorsqu'on accueille la voix des pauvres dans une confrontation radicale à la Parole de Dieu ».

Voilà ; j'espère vous avoir donné un écho à peu près fidèle de notre dernière Assemblée.

Laissez-moi vous dire, en terminant, que nous savons bien qu'il y a malheureusement toujours une certaine distance entre les visées que l'on se donne, même quand elles sont votées massivement, et ce que nous sommes capables de vivre sur le terrain. Alors, raison de plus pour vous demander de nous aider à y être fidèles !

Lettre de Mission

Lourdes 8 novembre 1980

Assemblée plénière de l'épiscopat

Orientations données par la conférence épiscopale à la Mission de France

Orientation pour développer l'apport spécifique de la Mission de France au sein de l'effort missionnaire poursuivi par toute l'Eglise de France

La Mission de France constitue un corps missionnaire presbytéral (1) spécifique au service de l'annonce de l'Évangile. Elle est l'un des signes par lesquels l'Église réalise une présence originale dans les milieux sociaux et culturels les plus étrangers à la foi en Jésus-Christ. Elle travaille à l'édification et à l'animation de communautés significatives de ce souci d'évangélisation. Elles cons-

(1) La Constitution apostolique emploie le terme « *consociatio clericorum* ». Ce terme désigne les ministres ordonnés : prêtres et diacres.

titue aussi un lieu de confrontation et de réflexion collective sur les exigences de la « mission », important pour la vitalité de tout le corps ecclésial. Avec d'autres organismes et en lien avec eux, elle doit continuer à apporter son concours à la mission de toute l'Église de France.

Pour renforcer la qualité de cet apport spécifique il est important que l'effort collectif des équipes de la Mission de France tienne compte actuellement des perspectives suivantes :

1. Assurer par les implantations des équipes de la Mission de France une présence évangélique et une solidarité effective auprès de « ceux qui sont loin de l'Eglise » et spécialement des plus démunis humainement.

Les diverses implantations seront réfléchies en dialogue avec les évêques concernés et en fonction des situations concrètes.

On tiendra compte des critères retenus par l'Assemblée générale de la Mission de France en août 1980 :

- un parti pris pour les plus démunis,
- la volonté de rencontrer l'autre dans sa différence,
- l'ouverture aux « provocations » de notre temps.

Le désir de la M.D.F. de choisir comme terrains prioritaires, mais non exclusifs, la classe ouvrière, les peuples du tiers monde et les petits du monde rural, est cohérent avec ces critères.

Il est souhaité que, dans ces priorités, la Mission de France prête une attention particulière aux jeunes.

2. Contribuer au sein de l'Eglise de France à la recherche d'une intelligence et d'une expression de la foi pour aujourd'hui.

Cela suppose de la part des équipes de la Mission de France :

- un partage continu avec les hommes au milieu desquels elles vivent ;
- un effort pour exprimer la foi au regard des différentes conceptions pratiques et philosophiques qui imprègnent la vie de nos contemporains ;
- dans la réflexion collective, la prise en compte de l'expérience de l'Eglise structurant sa foi dans la Parole de Dieu, Ecriture et Tradition.

Un tel témoignage évangélique comporte une exigence fraternelle avec tous, chrétiens ou non. Il conduit aussi à accepter d'être « différent » et de rendre compte de notre foi au prix de discordances ou même de divergences avec les hommes dont on demeure solidaire.

3. Faire l'effort onéreux mais nécessaire pour promouvoir la communion ecclésiale :

- par une concertation périodique avec d'autres instances ecclésiales que la M.D.F. pour le partage de la recherche ;
- par la pratique continuée d'une confrontation ecclésiale entre les équipes M.D.F. implantées dans des lieux et des milieux très différents ;
- par une relation avec les organismes missionnaires des autres églises chrétiennes ;
- par le souci de tenir, à la mesure de ses moyens, un dialogue avec ceux qui, dans le tiers monde sont témoins de la vie d'autres peuples et l'autres églises.

Orientations pour promouvoir une cohérence plus profonde entre l'action pastorale des équipes M.D.F. et l'action pastorale de l'Eglise diocésaine où elles sont implantées, en vue d'une meilleure communion

L'approfondissement de cette communion requiert toujours une victoire sur des pesanteurs objectives venant autant des équipes pastorales diocésaines que des équipes M.D.F. Elles ont généralement plusieurs origines :

- la différence des mentalités et des problématiques pastorales spontanées ;
- la situation particulière de prêtres situés dans des mondes très incroyants, où la communauté chrétienne est plus un germe qu'une réalité ;
- la difficulté de trouver le temps des confrontations, surtout quand les prêtres exercent un travail professionnel ;
- l'existence de deux pôles de réflexion pour les équipes M.D.F. : la réflexion collective propre à la M.D.F. et la réflexion collective du diocèse ;
- la lassitude provoquée par la faible efficacité de divers organismes pastoraux de concertation.

Il faut lutter avec ténacité contre ces pesanteurs au nom de la mission reçue et de la volonté de porter en Eglise un témoignage évangélique.

Pour faire progresser cette nécessaire communion au sein de l'Eglise diocésaine, il nous paraît important de travailler de part et d'autre à promouvoir les réalités suivantes :

1. L'existence d'un contrat précis entre le diocèse et la M.D.F. à propos de l'implantation d'une équipe. Ce contrat doit préciser les modalités concrètes d'insertion et de ministère, ainsi que les principales orientations selon lesquelles ce ministère sera vécu. On veillera à ce que l'implantation de prêtres de la M.D.F. dans le diocèse comporte, autant que possible, une diversité dans les formes d'exercice du ministère (travail professionnel - responsabilité territoriale - aumônerie).

Il sera utile de réviser et d'actualiser les contrats anciens pour tenir compte des évolutions survenues.

2. La participation des équipes M.D.F. à la concertation pastorale diocésaine recherchée dans diverses instances : conseil presbytéral, commissions pastorales, secteurs pastoraux, etc.

3. **Une concertation régulière** entre l'évêque, son conseil épiscopal et les équipes M.D.F. sur les modes d'action concrets employés dans l'accomplissement des tâches pastorales. Cette concertation tiendra compte d'une double exigence :

— l'invention missionnaire qui légitime la recherche de solutions originales ;
— la cohérence nécessaire des actions locales avec les orientations pastorales diocésaines, en particulier celles mises en œuvre à travers les mouvements d'Action catholique.

III

Orientations pour promouvoir une cohérence plus profonde entre l'apport spécifique de la Mission de France et l'ensemble de l'action pastorale de l'Eglise de France, en vue d'une meilleure communion

Nous voulons développer la place de la Mission de France au sein de l'action missionnaire globale des divers et nombreux organismes pastoraux, qui assurent l'ensemble du témoignage évangélique porté par l'Eglise de France. La communion ecclésiale au niveau national est aussi importante qu'au niveau diocésain.

L'approfondissement de cette communion requiert une triple action :

1. L'articulation de la réflexion collective de la M.D.F. avec celle des autres instances pastorales situées sur le même horizon ecclésial.

L'effort doit être poursuivi pour que la M.D.F. soit partie prenante des organismes de coordination et d'animation pastorale

existant au sein de l'Eglise de France. De plus, des échanges et confrontations informels sont souhaitables entre les différentes forces apostoliques unies de fait par des perspectives voisines.

2. L'articulation de la recherche de la M.D.F. sur la possibilité de ministères institués ou reconnus avec la recherche entreprise à ce sujet par l'Eglise de France.

La recherche sur la possibilité de ministères institués ou reconnus au sein d'équipes pastorales est importante pour la vitalité de l'Eglise, mais elle est délicate dans son élaboration et sa mise en œuvre.

Pour ce qui concerne les ministères reconnus, dans la ligne de sa vocation propre la M.D.F. contribuera utilement à cette re-

cherche. Elle le fera, à partir de cas concrets limités en nombre et dans la durée, en lien avec chaque Evêque localement concerné et avec l'instance qualifiée de la Conférence épiscopale

Les conclusions de cette recherche et toute décision d'ordre institutionnel pouvant en résulter seront soumises à l'approbation de la Conférence épiscopale.

3. L'intervention du Comité épiscopal auprès du Prêlat de la Mission de France.

La M.D.F. est sous l'autorité du Prêlat, aidé de son auxiliaire. Mais la constitution apostolique prévoit un Comité épiscopal pour le conseiller dans sa tâche. Ce comité est composé d'évêques choisis par les évêques de France dans le cadre des régions apostoliques

Le comité épiscopal assume en notre nom les tâches suivantes :

a) Exercer avec le Prêlat un discernement à propos des orientations de la M.D.F. et de leur mise en œuvre. Il se souciera notamment de leur valeur missionnaire et de leur cohérence avec les orientations pastorales déterminées par la Conférence épiscopale ou l'Eglise universelle. Il en rendra compte à l'ensemble des évêques de France.

b) Etre le porte-parole des évêques de France auprès de la M.D.F. pour exprimer leurs demandes et leurs besoins missionnaires en précisant l'apport spécifique attendu des équipes M.D.F.

c) Etre témoin auprès des évêques de France des questions, des difficultés et des exigences rencontrées par la Mission de France dans le ministère confié.

d) Suivre le contenu et les modalités de la formation donnée par la M.D.F. aux candidats au ministère presbytéral. Le Comité épiscopal le fera en lien avec la Commission épiscopale du Clergé. Il veillera à la collaboration de l'équipe de formation avec le Conseil national des Grands Séminaires. Dans l'éventualité où serait mise en œuvre la préparation au diaconat permanent, celle-ci se fera en collaboration avec le Comité national du Diaconat.

e) Etudier les implantations nouvelles comme les suppressions éventuelles et donner l'accord requis par la Constitution apostolique.

f) Se soucier du lien nécessaire entre l'équipe centrale animatrice de la M.D.F. et les évêques plus directement concernés par l'action d'équipes de la Mission de France.

« En revenant de l'expo. »

Albert Grimaux

Ce titre, quelque peu cavalier, pour introduire une réflexion sur la Conférence épiscopale de France à Lourdes, peut paraître irrévérentieux. Le lecteur habitué aux productions théâtrales sera beaucoup moins dérouté. En effet, l'an dernier, sur une des plates-formes culturelles parisiennes, la Cartoucherie, une jeune troupe présentait un spectacle engagé, ainsi intitulé, qui faisait une critique sévère de la société française d'entre les deux guerres. Cependant, ce brin d'humour donne le ton aux impressions qui m'habitent. Autrement dit, je ne rédige pas un compte rendu rigoureux des dossiers et des débats fort sérieux de cette assemblée. Par contre, je serais plus soucieux de relever les bruits de couloir, les propos de table, les conversations amicales. Mon observation se situe donc sous cet angle de vue, sachant que souvent l'histoire s'écrit dans les marges.

Ce regard de Sirius repose toutefois sur une certaine expérience : depuis six ans, je participe à ce grand rassemblement annuel des évêques de France et d'Outre-Mer, au titre de l'équipe Evêques-Prêtres. Cette équipe qui au cours de l'année se rencontre trois fois, lors des réunions du Conseil permanent, est composée de neuf prêtres délégués des Conseils presbytéraux d'une région apostolique. J'y suis au nom des prêtres interdiocésains, en compagnie d'un religieux élu par les congrégations.

En lisant la presse, on a pu se rendre compte que les différents dossiers étaient étudiés sur deux années. Ainsi, en novembre 1980, on achevait trois

pistes de travail — les mass-media, la Mission de France et la catéchèse — et on ouvrait une étude sur la pastorale de la santé ainsi que les perspectives missionnaires aujourd'hui. On a parfois l'impression que ces différents parcours sont assez hétérogènes. On a aussi le sentiment de se trouver dans un immense bureau d'étude avec des niveaux bien répertoriés dans le hall d'entrée. Chaque étage poursuit son travail, quelquefois en ignorant les passerelles possibles ou souhaitables avec les collègues du dessus ou du dessous. Ainsi le danger serait de parler des perspectives missionnaires d'une manière un peu théorique ou spéculative sans se rendre compte que des réalités humaines telles que les mass-media ou la santé sont des champs privilégiés de la mission.

J'ai pourtant saisi une certaine cohérence entre les moyens de communication sociale et la Mission de France. Ce juntage, je l'ai fortement éprouvé lors d'une soirée hors programme. Maurice Failevic a projeté son téléfilm « Le journal d'un prêtre-ouvrier ». Le contenu de cette dramatique, nous le savons, s'inspire étroitement de l'expérience de plusieurs équipes de prêtres-ouvriers que le réalisateur a voulu consulter avant de se mettre au travail. D'autre part, il ne s'agit pas d'un film reportage, mais d'une composition artistique qui sait faire parler la réalité tout en étant respectueux des hommes. Les séquences plus intimes sur la prière ou l'eucharistie, sur le cheminement intérieur de ce jeune prêtre, sont d'une discrétion pleine de pudeur. « Pour moi, il était impossible de faire du spectacle avec la messe », nous dit Maurice Failevic. Il est assez curieux que cet homme de télévision, ce poète qui nous a dit n'avoir aucune formation religieuse, puisse exprimer avec autant de vérité et de délicatesse la foi de l'Eglise incarnée dans la classe ouvrière.

Le choix de cette production de télévision par la commission de l'opinion publique est beaucoup plus judicieux que celui de l'an dernier. En 1979, nous avons eu la primeur d'un film musical à grand public, « Don Giovanni », avec en plus un discours pédant du directeur de la firme Gramont. Inconsciemment, les nombreux évêques, présents à cette avant-première, participaient à une opération publicitaire. Le « Journal d'un prêtre-ouvrier », diffusé en 1976 par FR 3, n'a pas provoqué à Lourdes le même attrait que la vie tumultueuse de Don Juan ...

La confrontation amicale entre les quelques responsables d'Eglise et Mau-

rice Failevic fut, à mon avis, de très grande qualité. Le témoignage de ce professionnel de l'audio-visuel est en quelque sorte le porte-parole des prêtres-ouvriers et l'avocat du dossier Mission de France. Je me souviens de son inquiétude, avant d'entreprendre sa recherche documentaire. Je restitue de mémoire la teneur de notre dialogue. « Disciple de Marx, disait-il, je suis très à l'aise pour montrer comment un militant s'épanouit dans le combat contre l'injustice, comment les rapports sociaux et la lutte de classes façonnent le monde ouvrier. Par contre, j'ai de la peine à imaginer les motivations spirituelles qui soutendent une telle action, à saisir la note originale de la foi dans un engagement syndical. » C'est pourquoi il s'est mis à l'école des prêtres-ouvriers eux-mêmes. Et en novembre 80, il précise : « Ces hommes m'ont beaucoup appris. Je vois autrement le monde ouvrier. Grâce à leur attention constante de tout ce qui constitue la vie ouvrière, à leur souci minutieux de rester à la base, j'ai découvert la multitude des petits gestes quotidiens qui sont le lot et la richesse de la classe ouvrière » ; et il ajoute : « Ces hommes sont des chercheurs. A l'usine, dans le quartier, ils sont toujours à l'affût des traces de leur foi. » A une question demandant si les travailleurs s'étaient reconnus dans l'émission, il répond simplement : « Je le crois, puisqu'on m'a demandé le film pour un congrès de la C.G.T. ».

A propos de l'effort catéchétique, les évêques devaient approuver ou signer un « Recueil de documents privilégiés de la foi ». Ce travail considérable sur lequel les deux dernières assemblées avaient déjà débattu, arrivait donc à sa phase finale. Ce livre n'est pas un catéchisme national. Fidèle à son titre, « Pierres vivantes », il se veut une carrière où des équipes d'auteurs pourront puiser pour rédiger des parcours catéchétiques appropriés à des enfants et des familles de différents milieux. « C'est, selon une formule employée, la communauté croyante qui ouvre ses sources à une nouvelle génération, qui transmet son héritage. » L'équipe à laquelle j'appartiens a constaté avec joie qu'une certaine crainte était dissipée : celle d'un processus de centralisation qui, par la publication de ce livre, aurait supprimé toutes les initiatives catéchétiques. Or il n'en est rien puisque quatorze équipes de catéchètes sont déjà prêtes à prendre le relais. J'ai été fort intéressé par la partie visuelle de ce recueil. Les images ne sont pas une illustration pour distraire l'enfant du texte, mais un

langage, un langage qui a son propre statut. Là encore, nous rejoignons un des aspects évoqués dans la recherche sur les mass-média : la Passion et la Résurrection sont présentées chacune par une planche de huit images extraites de l'art religieux. Il est frappant de voir comment chaque époque, chaque génération a eu une saisie différente, une approche originale de ces événements-fondateurs de la foi chrétienne. Espérons qu'une telle initiative abattra toutes les bastilles de croyants qui veulent à tout prix imposer aux autres communautés leur propre découverte de Dieu.

Le dossier de la santé, abordé cette année, a aussi capté mon attention. La commission de préparation avait bien organisé la réflexion. Le rapport volumineux et très étudié par Monsieur Théry, président du groupe « Action sociale pour le huitième plan », dégagait les batailles et les enjeux pour l'homme et la société. Ce conférencier qui assume de hautes responsabilités porte un regard critique sur la politique de la santé que nous connaissons, sans ignorer le coût et les exigences d'un changement en profondeur. Cet envol du problème était repris dans des carrefours animés par des hommes de terrain et des témoins, docteurs, infirmiers, handicapés, aumôniers, religieuses de centres de soins. Dans les régions apostoliques, les évêques auront à poursuivre cette étude. Espérons que les orientations pastorales de Lourdes 81 seront à la mesure des questions posées.

Pour ma part, ce dossier s'est traduit par une démarche très concrète. En effet, sur la route du retour, je me suis arrêté à Rodez pour participer à l'ordination comme prêtre d'un infirmier en psychiatrie. Le matin de mon départ, au petit-déjeuner, je parlais de cette étape. Un évêque me demande : « C'est sans doute un prêtre de la M.D.F. ? ». En lui révélant qu'il était du diocèse de Rodez et qu'il le resterait, je soulignais au passage que l'intégration de la M.D.F. à une pastorale diocésaine, si souhaitée par l'épiscopat, connaissait ici ou là des exemples tangibles. Cette ordination présidée par

Roger Bourras, l'évêque du diocèse, qui n'était pas à Lourdes à cause d'une intervention chirurgicale, demeurera sans doute un événement pour la population et l'Eglise de ce diocèse. A la suite du diaconat, une vingtaine de groupes chrétiens ou non se sont constitués pour préparer cette ordination du 10 novembre. Mais aussi le fait qu'un travailleur, qui participe activement à la vie syndicale, devienne prêtre, avait provoqué à plusieurs reprises des remous dans certains milieux de croyants. L'évêque, dans son homélie, a bien marqué à quel point il s'engageait dans l'accès à la prêtrise d'André Loubière. Après avoir rappelé que l'accent essentiel de la mission de l'Eglise est le souci de la Bonne Nouvelle pour les pauvres et les opprimés, il souligne : « Tout prêtre doit vivre cet accent dans son Ministère. C'est pourquoi, il est bon que certains soient appelés à le vivre d'une manière plus spécifique dans un mode de vie mêlé davantage à la vie des hommes, allant jusqu'au partage du travail ». Les témoignages de la J.O.C., de l'A.C.O., de l'A.C.E. ainsi que celui d'un jeune couple incroyant ..., l'imposition des mains d'un ensemble de prêtres qui dépassait de loin l'effectif de la ville de Rodez ..., des prêtres en aube entourant l'évêque ou des prêtres-ouvriers dispersés dans la foule ..., tout cela manifestait un acte d'Eglise., une Eglise en acte et un « acte de foi en la classe ouvrière ».

Au cours de cette ordination, je repensais à ces journées vécues à Lourdes et notamment à cette déclaration du Père Panafieu (évêque d'Aix) à l'Assemblée : « L'Eglise en France n'aurait-elle pas aussi grand intérêt, dans un souci de fidélité à sa mission, et pour apprendre à relativiser ses propres méthodes pastorales, à regarder au-delà de ses frontières, à rencontrer d'autres Eglises et se confronter à d'autres cultures dans un esprit de partage et de solidarité ? ». Cet aspect fort important se réalise timidement avec les évêques des Territoires et des Départements d'Outre-Mer. En ce sens, on peut regretter que les épiscopats étrangers invités à la Conférence épiscopale soient presque exclusivement européens.

Larmes

et sang

dans l'église au Guatemala

Délégation œcuménique européenne

Une délégation œcuménique européenne s'est rendue, du mercredi 3 au mercredi 10 septembre, au Guatemala et au Salvador.

La décision d'envoyer cette délégation avait été prise au cours d'une réunion commune de la Commission Justice et Paix de France et de la Commission Sociale, Economique et Internationale de la Fédération protestante de France.

Après consultation, il parut opportun d'élargir la composition de la délégation, afin qu'elle soit européenne, et non plus simplement française.

Le but n'était pas de mener une enquête systématique sur la situation actuelle dans ces deux pays, situation par ailleurs connue, mais d'apporter un témoignage de sympathie et de solidarité fraternelles à l'Eglise qui, au Guatemala et au Salvador, est victime de la persécution à cause de son action au sein du peuple, et de publier, au retour, les témoignages et informations recueillis.

Le Père Pierre TOULAT, secrétaire de la Commission Catholique JUSTICE ET PAIX, de France, et membre de l'équipe d'animation de l'ANNEE de FONTENAY, conduisait la délégation. Celle-ci se composait aussi de M. Ludwig METZGER, ancien Ministre, représentant l'Eglise évangélique en Allemagne ; M. Pierre COCHET, de l'Eglise Réformée de France, pasteur de l'Eglise évangélique française de New York, représentant la Fédération protestante de France ; le Père Jan DEPLANCKE, théologien, membre de la Commission catholique Justice et Paix de Belgique (flamande), membre du COPAL, de Louvain ; Mme Kathy PIPER, vice-président de la Commission catholique Justice et Paix d'Angleterre et du Pays de Galles, représentant le Conseil britannique des Eglises. Un pasteur latino-américain accompagnait la délégation ; sa connaissance et son expérience de l'Amérique latine ont été particulièrement précieuses et la délégation a tenu à lui exprimer, d'emblée, sa très profonde gratitude. Le Cardinal ETCHEGARAY, président de la Conférence épiscopale française, avait fait remettre au Père Pierre TOULAT un message fraternel adressé à la Conférence épiscopale du Guatemala. Le souci constant a été de ne pas mettre en péril la sécurité des interlocuteurs que la délégation allait être amenée à rencontrer. C'est, d'ailleurs, pour cette raison que le présent compte rendu ne mentionne aucun nom de personne et de lieu. Il fut donc décidé que la visite serait courte — six jours — et que, dès son arrivée, la délégation se scinderait en trois groupes de deux personnes chacun. Chacun de ces groupes aurait une tâche particulière, l'ensemble de la délégation se retrouvant, à l'issue du voyage, à Miami (Etats-Unis) pour rassembler les informations et les témoignages recueillis, confronter les expériences et jeter les bases d'un futur rapport. On décida, sur place, qu'un groupe se rendrait au Salvador, un deuxième dans un village indien catholique, le troisième restant dans la capitale.

Le contexte

L'arrivée de la délégation à Guatemala, le 4 septembre 1980, coïncidait avec les préparatifs d'une démonstration massive de soutien au régime du général Romeo Lucas Garcia, chef de l'Etat. Cette manifestation devait avoir lieu le dimanche 7 septembre et rassembler des populations venues de l'ensemble du territoire national. On a su, d'ailleurs, que leur présence à Guatemala était très fermement « conseillée ».

C'est dire que la délégation a assisté aux mesures très strictes de surveillance policière et à la vive tension régnant dans la capitale. Le vendredi matin, une bom-

be explosait sur le lieu même où le rassemblement populaire devait avoir lieu, juste en face du palais présidentiel. C'est le lieu principal de circulation de la ville, toujours encombré de gens. L'explosion fit au moins sept morts et plus de cinquante blessés. La presse du Guatemala attribua la responsabilité de cette atrocité aux guerilleros. Il est certain qu'une action contre la manifestation avait été annoncée ; le sentiment général des groupes et individus avec lesquels la délégation eut contact fut cependant que ce n'était pas là une action typique de la gauche.

Les témoins

Différentes catégories de personnes ont donné des informations à la délégation, chacune se mettant elle-même ainsi en danger. Parmi elles, des théologiens, des ministres du culte, des membres des Congrégations religieuses, des étudiants, des enseignants, des ingénieurs, des travailleurs, des paysans, des gens des groupes de base, des membres des organisations populaires, etc...

On avait espéré que la délégation pourrait rencontrer au moins un évêque dans chaque pays durant le voyage. Au Guatemala, ce fut impossible. La situation dans le pays était telle — un évêque, président de la Conférence des évêques

du Guatemala avait dû, le 24 juillet 1980, quitter son diocèse et le pays, tandis que plusieurs autres évêques avaient reçu des menaces de mort — que des dispositions extrêmement strictes étaient nécessaires pour rendre possible une telle rencontre. A cause de la brièveté du temps disponible, nos hôtes estimèrent qu'essayer d'avoir malgré tout cette rencontre serait courir un risque trop grand.

Cela était vrai également des syndicalistes, qui constituent un groupe particulièrement menacé. Une réunion avait été prévue mais elle fut annulée à la dernière minute à cause du danger couru.

Le témoignage

Au cours de ce temps passé en Amérique Centrale, nous avons participé à plusieurs activités : services religieux, protestants et catholiques — participation à des séances de formation et de réflexion biblique avec les communautés paysannes — entretiens avec divers groupes et personnes — visites et conversations avec des gens à la maison, où l'on put entendre parler des souffrances personnelles de chacun. De plus, nous avons recueilli une nouvelle documentation et une vue plus profonde de la situation réelle du peuple et de l'Eglise.

Beaucoup de personnes rencontrées nous ont suppliés d'informer les gens d'Europe sur la situation réelle au Guatemala et au Salvador. Ils estiment que les nouvelles, données par la presse étrangère au sujet de leurs pays, reflètent une image déformée de la vérité.

Bien que, la plupart du temps, nous ayons travaillé en petits groupes, la délégation entière s'est retrouvée à plusieurs réunions. Celles-ci se tenaient à la fois avec des protestants et avec des catholiques. Il est clair, pour nous, que le travail pour la justice au Guatemala est réellement œcuménique.

L'arrière-plan de la visite

Le Guatemala est le lieu d'événements dramatiques. A s'en tenir à ceux qui touchent plus directement l'Eglise, depuis janvier 1980, on peut relever, parmi d'autres, les suivants :

- 11 janvier 1980 : déclaration des Jésuites
- 31 janvier : massacre de paysans du Quiché à l'ambassade d'Espagne à Guatemala
- 1^{er} mai : enlèvement du Père CONRADO de la CRUZ et de Herlindo CIFUENTES (diocèse d'Escuintla)
- 13 mai : assassinat du Père Walter VOORDEKERS (diocèse d'Escuintla)

- 15 mai : 1^{re} déclaration de la Conférence épiscopale du Guatemala
- 6 juin : assassinat du Père José Maria GRAN, curé du Chajul (diocèse El Quiché)
- 13 juin : 2^e déclaration de la Conférence épiscopale du Guatemala
- 10 juillet : assassinat du Père Fausto VILLANUEVA, curé de Joyabaj (diocèse de El Quiché)
- 19 juillet : attentat manqué contre Mgr GERARDI, évêque du Quiché, président de la Conférence épiscopale du Guatemala.

Dans les jours suivants, évêques, prêtres et religieuses prennent la décision de quitter le territoire du diocèse et publient un tract pour informer la population.

- 24 juillet : 3^e déclaration de la Conférence épiscopale
- 25 juillet : lettre des prêtres et des religieuses du diocèse de Quiché à la Conférence épiscopale, en réponse à la déclaration
- 28 juillet : lettre d'appui à la CONFREGUA (voir page 52) à l'évêque de Quiché — lettre de la CONFREGUA à la Conférence épiscopale — lettre d'appui (à l'évêque de Quiché) des Supérieurs Majeurs du Mexique et d'Amérique Centrale réunis à Managua (24-27 juillet)

- 28 juillet : massacre de 60 otages à San Juan Cotzal
- 18 août : déclaration de l'évêque, des prêtres et des religieuses du Quiché au peuple catholique du diocèse
- 18 août : attentat contre une paroisse du diocèse d'Izabal
- 24 août : menaces de mort contre Mgr RIOS MONT, évêque d'Escuintla, à la suite de sa protestation contre l'arrestation de syndicalistes réunis à la maison de session d'Emmaüs
- 24 août : déclaration de l'évêque, des prêtres et des religieuses du diocèse d'Izabal.

(les bulletins hebdomadaires « DIAL » n° 599, 600, 601, 629, 633, 646 et 647 ont largement fait écho à ces événements et déclarations. DIAL, 170, bd Montparnasse, 75014 PARIS).

Le Guatemala

En premier lieu, nos hôtes nous ont présenté à la réalité économique, sociale et politique du Guatemala. Elle est identique à celle d'autres pays latino-américains :

- dépendance économique,
- concentration du capital,
- subordination aux cours mondiaux des matières premières,
- priorité donnée aux produits agricoles pour l'exportation et du même coup, insuffisance des productions vivrières,

— paupérisation et marginalisation sociale, politique et culturelle de la population indigène (60 à 65 % de la population totale sont des Indiens) et des autres secteurs pauvres.

Au Guatemala, le pouvoir est accaparé par les classes privilégiées, en collusion avec le gouvernement militaire. Le peuple n'a donc d'autre recours que les « organisations populaires ». La lutte populaire, dans sa réalité, n'est pas une lutte idéologique, c'est tout simplement

une nécessité pour survivre. « Pour survivre, il nous faut éliminer le système ». Cela explique la croissance rapide des organisations populaires au Guatemala et la naissance des organisations de guerrilla. Les unes et les autres ont conscience de la nécessité d'une approche unitaire du problème auquel elles font face. Tout en restant distinctes, elles sont unies dans leur opposition au régime actuel.

La réaction du pouvoir du Guatemala — les riches — est une répression totale et sans pitié. Enlèvements, viols, meur-

tres, etc... sont tolérés, sinon justifiés, voire perpétrés — comme on le pense généralement — par des forces gouvernementales. Une telle position est en contradiction avec la solution préconisée par les Etats-Unis, dont l'influence au Guatemala est bien connue : « des réformes accompagnées, si besoin est, de répression » ; il ne reste maintenant que la répression ; il n'y a plus de réformes. Dans ces circonstances, les pauvres sont poussés à bout. Ils estiment qu'à présent la seule voie qui leur reste est l'insurrection populaire.

L'Eglise

C'est dans ce contexte que se trouve l'Eglise. Schématiquement, on peut dire que l'Eglise est partagée en trois tendances :

- Une première tendance soutient l' « ordre établi ».
- Une deuxième tendance, qui pourrait être caractérisée comme « l'Eglise du centre », est préoccupée de liturgie, de « spiritualité » et de théologie, sans lien particulier avec la réalité sociale.
- Une troisième tendance se définit comme « l'Eglise du Peuple ». C'est l'Eglise des pauvres et de ceux qui s'identifient avec eux.

Il faut noter l'action de plusieurs évêques manifestant leur opposition à la répression et à la violence. Quelques dé-

clarations courageuses ont été faites, notamment celle de la Conférence épiscopale du 13 juin 1980 (1).

Cependant, une prise de position ultérieure de la Conférence épiscopale, le 24 juillet 1980, a donné l'impression que certains évêques au moins avaient subi une intimidation et tempéraient leur approche. Dans cette dernière déclaration, les évêques parlent de dialogue avec le gouvernement. Or, il apparaît qu'en d'autres circonstances, lorsque des évêques ont entamé un dialogue avec le gouver-

(1) Le texte de cette déclaration est publié dans la Documentation Catholique n° 1792, de septembre 1980.

nement, la persécution des membres de l'Eglise a continué sans faiblir.

En ce qui concerne l'Eglise du Peuple, la référence théologique est celle du Dieu vivant qui donne la vie à l'homme dans le Christ. Elle se réfère à la parole de Jésus « Je suis venu pour qu'ils aient la vie et qu'il l'aient en abondance » (St Jean 10,10).

Ce combat pour la vie, qui promet en même temps l'identité culturelle du peuple, fait partie de la mission de l'Eglise. L'Eglise du Peuple découvre, dans ce combat, de nouvelles voies pour l'évangélisation et pour le témoignage rendu à la venue du Royaume de Dieu. Cette Eglise ne veut pas être une nouvelle Eglise. C'est bien la même Eglise que celle qui adopte l'orientation donnée par Vatican II, par les Assemblées de Medellin et de Puebla. Elle s'insère dans la communauté ecclésiale internationale qui a fait l'option « pour les pauvres ».

Rencontre avec une paroisse dans un village indien.

Il a été donné à deux d'entre nous de voir, sur place, quelque chose de cette Eglise du Peuple. Ils ont en effet partagé, pendant quelques jours, l'existence et l'expérience d'équipes pastorales qui travaillent dans une zone rurale. Ils résidaient dans un village en compagnie de quelques prêtres, responsables de la pa-

roisse qui couvre une très grande surface et comprend beaucoup de villages.

« Notre première soirée s'est passée avec l'équipe paroissiale, composée de prêtres et de laïcs, très proches les uns des autres. Ceci est à souligner car, dans le cas présent, plusieurs de ces prêtres ne sont pas Guatémaltèques. Nous avons constaté une confiance profonde entre eux et un engagement profond dans le service pastoral de leur peuple. La sensibilité des prêtres étrangers envers le peuple se manifeste, par exemple, dans leur désir de connaître la langue et la culture Maya. Pour eux, il est nécessaire d'intégrer la tradition culturelle du peuple dans la foi chrétienne. Ceci est important car les gens croient que le gouvernement s'efforce de détruire leur culture : on leur a enseigné l'espagnol et de nouveaux modes de vie. C'est aussi l'une des raisons pour lesquelles les paysans soutiennent massivement les organisations populaires, qui ont, elles aussi, un grand respect pour les traditions Maya et qui créent chez les paysans un sentiment de véritables compréhension et de confiance.

« Le matin suivant, nous avons assisté à une séance de formation et de réflexion biblique. Elle dura cinq heures, dans une atmosphère chaleureuse et fraternelle. Quarante catéchistes, quelques prêtres et quelques religieuses participaient à cette séance.

« Le thème de l'échange était « l'Eglise persécutée ». La session commença par

une lecture en commun tirée de l'Évangile selon St Jean. La lecture était faite en espagnol puis en dialectes indiens. Après la lecture, dans une prière spontanée, chaque personne donna sa propre interprétation de ce qu'elle venait d'entendre. Ensuite, ce fut la session d'étude proprement dite. Elle était consacrée aux premiers chapitres de l'Évangile de saint Marc. Les participants se divisèrent en cinq groupes. A chaque groupe était donnée une partie du texte à étudier et à discuter. Les groupes devaient réfléchir à trois questions : « Qui sont les acteurs ? Que font-ils ? Que disent-ils ? ». Une heure après, tout le groupe se réunit de nouveau pour écouter le rapport de chacun des sous-groupes. Il s'agissait alors de répondre à la question : « A la lumière de ces textes, quelle est notre propre situation ? Qu'allons-nous faire ? ». A la fin des rapports, l'un des prêtres en fit la synthèse. Ils sentaient, les uns et les autres, qu'ils avaient à trouver un nouveau langage et de nouvelles méthodes pour leur combat, comme chrétiens.

« Ainsi, nous avons pu constater comment le travail de formation des catéchistes s'accomplit. Grâce à cette manière de s'exprimer ensemble, ils sont à même de découvrir la relation entre leur vie et ce qu'ils lisent et entendent de la Parole de Dieu. Dans le cas présent, ils avaient la possibilité de faire le lien entre Jésus, la persécution et leur propre vie menacée. « De même que Jé-

sus a été persécuté, nous sommes nous aussi persécutés et parfois trahis ». Quand les catéchistes se posèrent la question : « Qu'allons-nous faire maintenant ? », l'opinion de quelques-uns était de ne pas devoir se mettre davantage en danger. D'autres estimaient que là n'est pas la route à suivre...

« Pour nous, cette rencontre eut beaucoup d'importance. Nous y voyons une leçon pour l'Eglise en Europe. Lorsque, chez nous, nous étudions la Bible, c'est souvent dans un sens théorique. Pour les catéchistes que nous avons rencontrés, la question « qu'allons-nous faire ? » est un problème de vie urgent et réel. C'est une affaire de vie ou de mort. Dans la transposition qu'ils font de la Bible à leur vie personnelle, en tant qu'individus ou en tant que communautés, ils vivent la vie de Jésus. Nous comprenons comment ils sont, dans le danger qu'ils encourrent, véritablement évangélistes et missionnaires.

« Nous avons pu nous rendre compte aussi de la manière minutieuse dont les catéchistes préparent les gens à recevoir les sacrements (par ex. pour le baptême, avec la préparation des parents, des parrain et marraine de l'enfant).

« Le danger est toujours là, pour le peuple. Nous nous en sommes aperçus une fois de plus, à propos d'une rencontre avec un autre groupe de catéchistes. Trois catéchistes seulement purent y assister. Au cours de la discussion, ils soulignèrent l'insécurité dans laquelle ils

vivent. Ils se sentent incapables de faire confiance même à leur voisins, de dormir dans leur propre maison. Ils nous ont donné des détails impressionnants sur la violence et les meurtres qui sont chose courante dans leur vie de tous les jours. Ils exprimèrent leur tristesse de ne pas voir d'issue à leur situation et ils estiment que leur travail même est menacé.

« Nous pouvons mentionner aussi cette rencontre qui s'est déroulée dans la sacristie avec un groupe plus important de catéchistes, à la suite de la messe du dimanche. Cette fois, il fut impossible d'avoir une quelconque discussion suivie. Les portes étant restées ouvertes, on craignait que des espions ne se glissent parmi les auditeurs, et on ne voulait pas les fermer car on aurait ainsi soulevé la suspicion ».

Une conversation avec un pasteur.

Plusieurs membres de la délégation ont eu l'occasion de rencontrer un pasteur évangélique. Ils ont pu s'entretenir avec lui de sa conception du ministère dans la situation présente au Guatemala.

Pendant tout un temps, ce pasteur a accompli son ministère de façon traditionnelle. Il y a huit ans, il s'est trouvé engagé, pour la première fois, dans un travail avec des paysans. Cette expérience l'a progressivement conduit à réviser la façon dont il perçoit son ministère et sa foi. Maintenant, estime-t-il, la considération des aspects sociaux et économi-

ques de l'existence du peuple fait partie de son devoir pastoral aussi bien que le souci de leur bien-être spirituel. De plus, il est convaincu que les initiatives, en particulier dans le domaine social et économique, doivent venir des gens eux-mêmes et non pas être imposées par lui. C'est ainsi qu'il avait d'abord été engagé dans la mise en place et le fonctionnement de coopératives paysannes. Après une période de deux ans, les paysans avec lesquels il travaillait ont estimé que l'organisation syndicale leur était plus utile que les coopératives. A présent, il les encourage et les aide dans cette nouvelle direction. Son travail avec les paysans et, en particulier le fait qu'il ait soutenu leurs efforts en vue d'organiser le syndicat, a entraîné de graves conséquences pour lui et sa famille : il a été menacé de mort.

Il a expliqué comment il voit son Eglise dans la situation au Guatemala. Jusqu'à une période relativement récente, les chrétiens les plus progressistes avaient été des membres des Eglises protestantes. Par contraste, la vision de l'Eglise catholique était conservatrice. Maintenant, depuis qu'une partie de l'Eglise catholique au Guatemala a fait l'option pour les pauvres, il y a changement. A l'intérieur de l'Eglise protestante, une minorité se soucie du problème de la justice et se situe entre les chrétiens les plus progressistes (par ex. « l'Eglise catholique du Peuple ») et les plus réactionnaires (par ex. Les catholiques et autres chrétiens

qui sont dans le sillage du cardinal de Guatemala.

Le pasteur résume ainsi les trois objectifs qu'il poursuit :

- évangéliser les pauvres de façon qu'ils puissent être intégrés dans les organisations populaires, en tant que chrétiens ;
- aider à l'élaboration d'une nouvelle théologie pour la situation actuelle ;
- essayer de changer, par la persuasion et l'éducation, les structures de l'Eglise évangélique au Guatemala.

La Confregua.

Des membres de la délégation ont eu un entretien avec quelques représentants de la Conférence des Religieux du Guatemala (CONFREGUA), qui compte 1 400 membres. Beaucoup d'entre eux sont étrangers.

Nous avons été impressionnés par le souci que ces religieux et religieuses ont du peuple au milieu duquel ils vivent. Ces hommes et ces femmes mènent une vie exposée et plusieurs d'entre eux, comme on le sait, ont été assassinés.

En juillet 1980, la CONFREGUA a tenu, à Guatemala, un congrès auquel 700 de ses membres — religieuses et religieux — ont participé. Ils ont conscience du rôle important qu'ils peuvent jouer dans l'éducation des jeunes et dans le travail de conscientisation qui accompagne l'annonce de l'Evangile. La CONFREGUA se propose d'aider ses membres à une

meilleure compréhension de la situation du peuple auquel ils sont envoyés, d'assurer les moyens de formation adaptés à cette situation, d'informer le peuple chrétien et d'inviter les Eglises d'autres pays à une solidarité active.

L'existence de la CONFREGUA, qui a pris position en plusieurs circonstances dramatiques (2) nous est apparue comme un signe vigoureux d'espérance en ce pays.

Une rencontre dans un village.

Plusieurs d'entre nous ont eu la possibilité de se rendre dans un village, à quelque distance de la capitale. Nous y avons rencontré de jeunes chrétiens ; leaders actifs dans leur Eglise, tant catholique que protestante.

La façon dont cette réunion s'est déroulée illustre assez bien les conditions de vie difficile de ces jeunes gens.

Ainsi, le seul fait de venir à cette réunion, de différents villages des environs, les exposait au danger. Selon eux, dans chaque village, il y a des informateurs, qui rapportent leurs activités aux forces de sécurité. (Ceci fut vérifié par d'autres groupes et d'autres personnes).

(2) Cf., par ex., la lettre de la CONFREGUA à l'évêque de Quiché et à la Conférence épiscopale du Guatemala, en juillet 1980.

Quant à nous, lorsque nous sommes arrivés dans le village, nous n'avons pas été conduits immédiatement au lieu de réunion. On nous a demandé d'attendre tandis que l'on avertissait les personnes à rencontrer. Celles-ci se trouvaient en différents endroits du village. Il n'aurait pas été prudent, pour elles, d'attendre ensemble le début de la réunion. C'est seulement après un certain temps que nous avons pu nous rendre dans la salle. Là, nous avons rencontré les jeunes gens, qui arrivaient par intervalles.

Ces jeunes ont parlé de leurs craintes et de la tristesse qui s'ensuit, dans leur vie quotidienne. Ils ont peur de sortir, le soir, après 18 heures. Quelques-uns avouent ne jamais dormir dans leur propre maison parce qu'ils ne s'y sentent pas en sécurité. Chacun connaît des gens de son village qui ont été assassinés. Ils ont été enlevés et emmenés dans un autre coin du pays. Là, on les a tués et on a trouvé, plus tard, leurs corps, souvent jetés au fond d'un ravin. L'un d'eux raconta un incident de la veille. Son père a entendu du bruit, aux environs de minuit. Regardant au dehors, il a vu des soldats traînant un homme qui hurlait. Le lendemain matin, en se rendant à la réunion, le jeune homme a vu les pompiers qui récupéraient le corps, à l'endroit où il avait été jeté.

Un membre de la délégation demande alors : « Qui tient-on pour responsable de

ces actes ? ». Tous répondent, catégoriquement : « Ce sont les forces de sécurité, nous le savons bien ! ».

Nous avons aussi entendu parler d'incidents qui se produisent dans les villages. Des groupes de soldats obligent les gens à écouter des discours sur les dangers du communisme. Ceci est souvent accompagné d'actes de violence : toutes les femmes, les enfants et les vieillards forcés de se coucher sur le sol, au milieu d'un village, pendant que les soldats les mettaient en joue et que le discours continuait. Ensuite, les soldats exigent de la nourriture, qu'ils emportent sans payer.

« Pourquoi les soldats, dont certains sont des paysans comme vous, se conduisent-ils de cette façon ? ». A cette question, les jeunes répondent que beaucoup de soldats sont entrés dans l'armée parce qu'ils y étaient obligés. Ils sont alors soumis à un processus de dégradation, d'humiliation et à des techniques de lavage de cerveau dont le but est de les déshumaniser. (Ceci fut confirmé par d'autres personnes au cours d'entretiens avec la délégation).

Les jeunes ont signalé un nouvel aspect de la répression. Jusqu'alors, on trouvait toujours une raison pour emmener et tuer les gens des villages. Telle personne impliquée pouvait avoir été active à l'église, être catéchiste, ou engagée dans un syndicat, dans une organisation populaire, ou être en contact avec une organisation de guérilla. Main-

tenant, les gens sont emmenés sans qu'ils aient le moindre contact avec un mouvement d'opposition. La terreur devient complètement arbitraire.

L'un de nous demande alors pourquoi, dans de telles circonstances qui peuvent conduire à la mort, ces jeunes chrétiens continuent d'agir. La réponse est sans équivoque : « Nous n'avons pas à choisir : nous sommes chrétiens. Interrompre notre action, ce serait renier notre foi ».

Le diocèse de El Quiché.

Le Quiché est la province du Guatemala qui a le plus souffert de la répression. A cela, il y a deux raisons majeures : d'une part, la guérilla y est particulièrement active ; d'autre part, on y a découvert, récemment, d'importants gisements de pétrole, dans des terrains traditionnellement cultivés par les Indiens qui, faute de documents légaux, en ont été sommairement dépossédés.

Face à cette situation, l'Eglise du Quiché, conduite par son évêque, Mgr GERARDI, a fermement condamné cette violation des droits de l'homme. Elle a payé très cher cette attitude et, devant l'aggravation de la répression, l'évêque et le clergé, ainsi que les religieuses, ont dû quitter le diocèse.

Deux membres de la délégation ont

rencontré, à Guatemala, une religieuse du Quiché. Elle a raconté l'escalade de la terreur contre l'Eglise et la manière dont la décision de quitter le diocèse a été prise. Elle a indiqué que la répression s'est accentuée en février 1980. A cette époque, des menaces de mort ont été adressées à des prêtres et à des religieuses, contraignant certains à quitter le pays.

La situation empira, fin avril, quand un lieutenant de l'armée fut tué près de la ville d'Uspantan, au cours d'une action de guérilla. La même nuit, des grenades furent jetées dans un couvent de la ville où vivent les prêtres de la paroisse. Quelques jours après, un cadavre était trouvé dans l'entrée de l'immeuble de Radio-Quiché. Une liste noire, découverte sur le cadavre, comportait le nom du prêtre directeur de la station. Au cours de la semaine, des gens venus de la campagne prévinrent les prêtres que 15 personnes avaient été enlevées ; 7 cadavres ont été retrouvés ; on est sans nouvelles des autres.

La répression contre l'Eglise n'a fait que s'accroître.

Le 4 mai, le couvent d'Uspantan était mitraillé, dans l'intention évidente d'en tuer les occupants.

C'est alors que l'évêque GERARDI, après consultation de l'équipe diocésaine, eut des entretiens avec le commandant militaire et obtint l'assurance que la situation serait reconsidérée.

En dépit de ces assurances, la violence continua sans répit.

Le 6 juin, le Père José Maria GRAN CERECA et son sacristain Domingo MATZ étaient tués, ainsi que deux frères marianistes qui étaient avec eux.

L'Eglise du Quiché, face à une situation terrifiante, sans aucun signe d'une diminution de la violence, se mit à chercher un moyen d'accomplir sa tâche pastorale en de telles circonstances. Un des principaux problèmes du diocèse était le manque de prêtres et de travailleurs pastoraux. Beaucoup avaient été tués ou contraints de quitter le territoire. On décida de répartir aussi largement que possible les personnes qui restaient sur le terrain. Cependant, ce plan dut être abandonné car, à partir du 15 juillet, de nombreux prêtres furent ostensiblement molestés. L'intention était de les tuer.

Le 19 juillet, un complot visant à tuer l'évêque fut découvert.

Après délibération avec les prêtres, religieux et religieuses et laïcs du diocèse, et en accord avec les autres évêques, Mgr GERARDI décida qu'il n'y avait pas d'autre solution — au moins provisoire — que de se retirer complètement du diocèse. Il fut décidé que plus tard l'évêque quitterait le pays pour se rendre à Rome et présenter au Saint-Père la vraie situation de l'Eglise au Quiché et au Guatemala.

Depuis le retrait du clergé et des religieux(es), le travail pastoral est assuré

par les catéchistes. Ceux-ci font des voyages réguliers dans le Guatemala pour rencontrer des prêtres, religieuses et religieux, et pour prendre les hosties consacrées. Ainsi, au Quiché, malgré tout, au milieu de la souffrance et de l'angoisse, l'Eglise continue, véritable « Eglise du Peuple ».

Breve visite au Salvador

L'objectif principal du voyage de la délégation était la visite au Guatemala. Nous ne savions pas, au départ, s'il nous serait possible d'aller jusqu'au Salvador, compte tenu de la situation dans le pays. Deux d'entre nous firent cependant un voyage rapide au Salvador afin d'y exprimer la solidarité avec l'Eglise.

Le dimanche 7 septembre, le responsable de la délégation a participé à la messe célébrée par l'évêque RIVERA DAMAS, dans la cathédrale de San Salvador. Durant cette messe, l'évêque fit une homélie sur les textes de la liturgie du dimanche (lettre de Paul à Philémon où il est question de l'esclavage, et passage de l'évangile selon St Luc où Jésus parle de la manière de marcher à sa suite). Puis, il donna quelques nouvelles de l'Eglise et enfin fit quelques commentaires sur les événements civils intéressant le pays. A la suite de cette messe, le responsable de la délégation a eu un bref entretien avec Mgr RIVERA DAMAS

qui lui remit le texte de son commentaire des événements (3).
Champs, 75006 PARIS.

Durant ce bref séjour au Salvador, les deux membres de la délégation eurent l'occasion de rendre visite à deux communautés protestantes dans la ville. Ils ont participé d'abord à une rencontre de quartier destinée à recueillir des fonds pour la réalisation d'un projet de la communauté locale. Puis, l'un d'eux prit part à un service de l'Eglise protestante, durant lequel il apporta un message. Un petit signe intéressant : l'un des groupes de catéchistes de Mgr ROMERO était présent, soulignant ainsi les rapports fraternels entre chrétiens.

La vision d'une Eglise des pauvres ou de ceux qui « assument la cause des pauvres comme s'il s'agissait d'accepter et d'assumer leur propre cause, la cause même du Christ » (4) nous était familière, au moins partiellement.

Nous savions que l'Eglise reçoit sa vie de Dieu seul et qu'elle trouve, en sa Parole, sa raison et sa manière d'être.

Au Guatemala, cette conception de l'Eglise est en voie de réalisation. Nous avons pu nous en rendre compte par nous-mêmes. C'est probablement là ce que nous avons reçu de plus important, au cours de cette visite.

(3) Texte disponible au secrétariat de la commission, 71, rue Notre-Dame-des-

Dans une autre communauté baptiste, il y eut une rencontre intéressante avec des étudiants. Ceux-ci parlèrent de leurs craintes, dues à la situation présente. On sait que les étudiants et les enseignants courent beaucoup de risques en ce pays. Il fut question d'ailleurs d'un des dirigeants du Mouvement étudiant chrétien, arrêté en janvier 1980. On ne sait toujours pas l'endroit où il se trouve depuis. Un autre membre du groupe a rejoint la guérilla et a été tué pendant une opération. Les deux événements ont été publiquement dénoncés pendant les services à l'église.

Nous nous sentons pleinement membres d'une telle Eglise. Il nous revient, à notre tour, d'en rendre témoignage, de partager concrètement le fardeau de sa souffrance et de nous associer à son espérance.

Octobre 1980.

Commission française
Justice et Paix
71, rue N.-Dame-des-Champs
75006 PARIS
Commission sociale, économique
et internationale
de la Fédération protestante de France
47, rue de Clichy, 75009 PARIS

(4) Message de l'Assemblée de Puebla aux peuples d'Amérique latine (Documentation Catholique n° 1759, 4 mars 1979, page 222).

Victoires et défaites, quel horizon ?

Serge Saintonge

Comme un ouvrier qui, au soleil couchant, peut enfin regarder le champ retourné et en parler, j'aimerais vous raconter un peu cette longue « journée de travail » qu'a été pour moi, le partage des conditions de travail dans l'amitié, l'organisation syndicale, la négociation collective et le lock-out de l'usine où nous sommes environ 130 travailleurs, dont 15 % de femmes.

Qu'est-ce qui m'a amené là ? Je travaillais depuis trois années comme mécanicien de bicyclettes chez un marchand local. Nous pensions que je pourrais ainsi m'insérer dans le quartier et connaître beaucoup de voisins-clients. Telle était mon expérience quand j'étais mécanicien à la boutique de mon père, vendeur de vélos. Cela aurait été possible dans une petite ville et avec un tout autre patron que le mien. Il craignait que mes conversations avec les clients, outre qu'elles pouvaient ralentir ma productivité, ne m'encouragent à ouvrir mon propre commerce et y entraîner sa clientèle.

Quand, à l'automne 1977, il m'a proposé de me placer jusqu'au printemps à l'usine de fabrication de bicyclettes près du quartier, j'acceptai pour diverses raisons.

En effet, jusque là mes travaux manuels n'étaient que de type individuel (nettoyage de bureaux, de « pub », travail de concierge, etc.), sauf quelques périodes n'excédant pas six mois où j'avais travaillé à l'hôpital Ford, à l'usine Hotchlniss-Brandt et à Pavatex. La réflexion et l'échange avec un groupe de religieux et de prêtres, tous travailleurs manuels, l'in-

fluence de nos frères et de l'Eglise d'Amérique latine m'encourageaient à vivre le travail manuel en solidarité avec des exploités. Bien évidemment l'expérience de combat non violent avec les Travailleurs Agricoles Unis et au comptoir alimentaire m'invitaient dans le même sens.

Un matin : partage, amitié, organisation (octobre 1977 - Pâques 1979)

Je rentrais le plus souvent crevé de fatigue, et aigri contre le contre-maître qui nous prenait pour des bœufs. Mais, au bout d'un mois, je me suis dit que je resterais à l'usine tant que j'aurais un peu de force physique. Et, comme Petit Frère, je trouvais bien un sens de rester là, parmi ces camarades pour la plupart immigrants. Dans nos pays riches, ils sont souvent une main-d'œuvre sous-payée, ignorante de ses droits, inorganisée.

La Compagnie recrutait de préférence des Portugais en provenance des Iles Açores, des Polonais, puis des Haïtiens, des Chiliens, des Québécois de souche. Donc, en plus de vaincre les barrières de culture et de race, pour se faire comprendre il faut utiliser quatre langues. Cela devient long en assemblée générale.

Cette première arme pour diviser les travailleurs(ses) était renforcée par l'utilisation d'une main-d'œuvre mouvante. Dans les années passées, avec des mises-à-pied pouvant durer jusqu'à cinq mois, la compagnie renouvelait sans cesse son personnel. Toute organisation en était rendue très difficile et les salaires du grand nombre étaient toujours des salaires de débutants. En 1977-1978, 65 % des travailleurs et travailleuses n'avaient pas un an d'embauche.

Par le procédé des mises à pied, les indésirables étaient éliminés ; les accidentés aussi. Avant la toute récente signature de la Convention, il fut décidé de ne pas rappeler la plupart des Chiliens et Haïtiens embauchés la précédente saison car, dit-on, ils étaient responsables de la formation du syndicat.

Il y a une troisième façon de diviser les gens : la discrimination dans les salaires. C'est ainsi que, à travail égal, les femmes sont moins payées que les hommes : Céline, après dix ans d'entreprise, ne gagne que 4,90 dollars de l'heure. Par contre X... a toutes les faveurs : on veut faire de lui un contremaître ; après seulement deux ans de présence, il perçoit 5,05 dollars de l'heure tandis que Paul-Emile, qui travaille à l'usine depuis dix-neuf ans dans le bruit assourdissant des presses, ne gagne que 5,20 dollars.

Au fur et à mesure, je notais dans ma mémoire les injustices dont j'étais témoin : congédiements, renvois après les accidents de travail, etc. Je sentais peu à peu l'atmosphère de crainte et de servilité dans lequel on baignait. Il y avait bien un syndicat. Mis sur pied par le patron, ce n'était qu'un syndicat de boutique. Je désirais la formation d'un véritable syndicat. L'entreprise était difficile. Deux tentatives avaient été réprimées, de façon violente, l'une en 1968, l'autre en 1976. Les « anciens » ne voulaient plus se risquer. Et il existait une grande méfiance entre groupes ethniques ; entre gens d'une même ethnie, aussi.

Pour moi, l'une des façons de témoigner de Jésus Christ est de rester d'abord une personne de communion entre les gens et les groupes ethniques afin que, sur le terrain d'une certaine unanimité, l'Esprit, tel un architecte, puisse, avec des matériaux si divers, favoriser la construction d'un peuple qui soit aussi en forme d'église. En forme de cathédrale, aurait dit Saint Exupéry.

Je commençais à encourager, ici et là, la formation d'un syndicat. L'un suivait des cours du soir et ne voulait pas risquer de perdre l'emploi qui lui payait ce cours. Un autre disait qu'il n'y avait rien à faire aussi longtemps que les « immigrés » seraient à l'usine... Toujours est-il qu'un an plus tard, je me retrouvais toujours seul, avec un rêve. Je songeais alors à quitter l'usine. Puis, réflexion faite avec mes frères, j'acceptais d'y rester, en pure perte de temps et d'énergie, simplement proche des petits travailleurs québécois et immigrés, partageant le même travail pénible.

Et voilà que deux mois plus tard, une nouvelle vague d'embauchés amenait avec elle des gens désireux de former un syndicat, sans tarder. Ils m'invitèrent à des rencontres d'organisation syndicale, me nommèrent président. Et hop ! au travail, à la charrue.

Ici, pour organiser un syndicat dans une entreprise, il faut obtenir, de la majorité des employés, la signature de cartes d'adhésion à un seul syndicat. Attention à vous si le patron vous découvre avant que vous n'ayez réussi ! L'organisation d'un syndicat comportait de graves difficultés ; elle prit plusieurs mois, alors qu'il ne faut habituellement que quelques semaines. Mais deux faits ont joué en notre faveur : la discrétion des gens et le taux record d'embauche de nouveaux employés. Cependant la Compagnie s'aperçut de l'organisation syndicale cinq jours avant que nous ne réussissions à obtenir la majorité de signatures. Elle convoqua chacun des six départements, interrogea et contre-interrogea les travailleurs(es) par d'autres travailleurs(es) de son syndicat-boutique. Menaces de congédiement et congédiements, demande de renonciation écrite à ceux qui avaient avoué avoir signé la carte. Cela se passait la semaine précédant la semaine Sainte 1979. Le Lundi Saint, nous avions enfin la majorité.

Alain et moi, nous avons appelé ces événements : la poursuite à travers la Mer Rouge ; et naturellement, pendant la célébration des jours de Pâques 1979, je chantais des refrains nouveaux, à la libération du péché apportée par la mort et la résurrection du Fils de Dieu.

Un après-midi : lutte, victoire et défaite (avril 1979 - mars 1980)

Nous avons déposé notre demande d'accréditation syndicale auprès du Ministère québécois du travail, le 9 avril. Après avoir vérifié, à l'usine, si l'adhésion fut libre et démocratique, celui-ci nous accorda l'accréditation le 4 juin. Notre syndicat est affilié à la C.S.N. (tendance de la CFDT en France) centrale syndicale sans doute la plus combative en Amérique du Nord. Il n'est pas étonnant que le vice-président de l'entreprise m'ait invité à un repas : il voulait que nous regardions ensemble la possibilité de former un syndical légal, mais surtout pas affilié à la C.S.N. !

Après l'accréditation du 4 juin, la loi nous donnait trois mois pour préparer la convention collective, puis trois nouveaux mois pour la négo-

cier avec l'entreprise. Donc, à partir du 4 décembre, c'était le droit légal de grève... ou de lock-out.

Mais la compagnie ne voulait aucune négociation pendant les heures de travail et elle retardait toute rencontre avec le comité syndical de négociation. La première n'eut lieu que le 17 octobre, un mois et demi après la date possible selon la loi. Devant ces difficultés, notre Centrale Syndicale nous aida à organiser des moyens de pression : tracts, journaux sur les négociations et les problèmes d'usine, collants affichés partout dans l'usine, macarons portés par la majorité des travailleurs(es), débrayages, etc. Au deuxième débrayage, le 17 décembre, tout le personnel était mis à la porte, le lock-out était décidé. C'est ainsi qu'on nous a volé 15 000 dollars de congés de Noël et de jour de l'An. Avec cette somme l'entreprise se payera un avocat et des policiers privés.

Au plus froid de l'hiver, le piquetage commence. Il durera deux mois et demi. Des équipes font la rotation de 6 h 30 du matin à 17 h. Le groupe polonais se révèle comme l'un des plus combatifs, aussi bien devant la police que devant les contremaîtres qui font notre travail et les camions qui livrent ou emportent la marchandise. Bien sûr, nous essayons d'empêcher ces camions d'entrer et de sortir ; et naturellement la police intervient, avec jusqu'à sept cars de policiers ! Cela nous a valu dix-huit arrestations... et des amendes.

Un après-midi, le président de la Compagnie s'est transformé en chauffeur de camion. Nous l'attendions tous, à son retour, devant la porte de l'usine. Alors il fonça sur nous pour s'arrêter, d'un coup de frein brusque, à quelques centimètres seulement. Des policiers ont fait entrer le camion. Dès leur départ, l'indignation et la colère firent lever comme un coup de vent : des vitres volèrent en éclat, des portes de bois furent démolies... La violence a attiré la violence.

Quelques jours plus tard, le patron s'est mis à se promener dehors et à se moquer des grévistes. Il leur disait qu'il les trouvait trop doux pour tenir une grève. Vlan ! Un nouveau coup de vent trouve d'autres vitres et d'autres portes. Il y eut d'autres problèmes de violence ; encore plus sérieux. Nous avons dû intervenir pour freiner une escalade de force qui s'affolait et n'était plus proportionnée au combat syndical. Notre intervention a commandé le respect de la part de la Compagnie qui, même si elle a menacé certains responsables syndicaux, ne les a pas touchés.

Comme est fragile la frontière entre violence et non violence !

Au bout de deux mois, l'allocation syndicale versée aux grévistes apparaissait bien mince. Des Québécois et des Polonais parlaient de reprendre le travail. Par l'intermédiaire des contremaitres Portugais, le patron invita tous les Portugais à retourner à leur poste. Certains d'entre eux commencèrent à faire du chantage : que la grève se règle dans les plus brefs délais, sinon nous reprenons le travail. Le 22 février, en assemblée générale, nous réussissons à faire refuser les offres globales de la Compagnie et, dès le lendemain, nous ouvrons une nouvelle négociation. Après des rencontres jour et nuit nous obtenons gain de cause sur dix-sept points et une légère augmentation de salaire. Ce n'était pas pleinement satisfaisant mais il y avait la fatigue des uns, l'endettement des autres. La grève s'est terminée le 26 février. Dans certains départements, soudure, presse, roues, le travail reprenait dès le lendemain.

C'est sur cette modeste victoire, et bien épuisé, que le 28 février au soir j'appris la mort de mon père. Pourquoi cette défaite, maintenant ? Quel horizon peut illuminer de sa même lumière, sans contradictions, nos victoires et nos défaites ? Pourquoi une victoire obtenue après une dure lutte a-t-elle si peu de goût sans la présence de ceux que nous aimons et par qui nous vivons ? Tristesse, colère, compassion, foi et espérance se sont mêlées dans cette peine qu'il faut boire maintenant.

Voilà ce que fut « l'après-midi » du laboureur lui-même labouré. La vie et l'amour ont creusé leurs sillons et jeté la semence. Demain je devrai me lever et construire la paix en luttant encore, en nourrissant la vie fraternelle et les amitiés, et en cherchant à mieux adorer le Seigneur. Le 2 mai, on m'a élu président du syndicat : je cherche à préparer une équipe qui puisse prendre la relève.

Le 17 mai Paul-André a été élu responsable du comité sécurité-santé de son usine de fonderie de plomb. On s'y empoisonne quasi infailliblement. Nous voilà deux dans la galère syndicale. Pierre continue son travail de bénévole auprès des gens mal compris... Notre espoir : que le Seigneur Jésus nous enracine dans son amour pour rassembler en lui tant d'énergies que le Diviseur cherche à disperser à l'approche de la nuit.

Juin 1980.

Serge est québécois. Avec Paul-André et Pierre, il est petit frère de l'Évangile à Montréal. Tous trois vivent en Fraternité dans un quartier ouvrier de la ville.

« Si tu veux prendre le frais, en novembre, dans une ville thermale, tout en continuant à enrichir les rapports Mission de France - MRJC, n'hésite pas, nous t'attendons du 8 au 11 novembre à Vichy ! »

Je n'ai pas hésité ! Et le 8 novembre au matin, je sortais de la gare de Vichy, tenant à la main le plan qui m'avait été envoyé, pour rejoindre la Maison des Jeunes et de la Culture. J'ai été aussitôt accosté par un homme d'une trentaine d'années, il avait lui aussi en mains le même plan, et nous avons fait route ensemble.

C'était un Chilien, réfugié politique, chargé de représenter l'Amérique Latine, invité comme moi. Puisque nous en sommes aux invités, donnons-en la liste : le CMR, la JEC, l'ACE, des délégués de

Belgique et de Martinique, du PSU, des Paysans-Travailleurs. Nous y reviendrons.

Nous avons été présentés, et accueillis très cordialement par les 300 délégués, venus de tous les coins de France, rassemblés pour cette session nationale, qui se tient tous les quatre ans. Le thème de cette session : « Dans l'espace rural, le MRJC, Mouvement d'action, Force de proposition, Mouvement d'Eglise ».

Que s'est-il passé à cette session ? Où en est le MRJC ? Reprenons, pour le dire, chacun des quatre mots qui constituent le sigle.

« **MOUVEMENT** ». Le MRJC tient beaucoup à ce mot de mouvement, à tout ce qu'il évoque d'histoire, de dynamisme, de marche, de lutte et d'avenir.

L'histoire : il y a loin, de 1929, création de la JAC, à 1980, de la JAC naissante qui proclamait : « sois fier, paysan ! », aux militants d'aujourd'hui qui luttent pour « vivre et travailler autrement dans l'espace rural ».

Le dynamisme et l'action : en 1969, le mouvement prend conscience de la nécessité de changer une société qui n'a comme logique que celle du profit ; en 1976, le MRJC fait le choix d'être mouvement d'action, en s'inscrivant dans une pratique anti-capitaliste.

Et, à ce congrès de 1980, il a été beaucoup question d'action, de luttes, défensives et offensives, d'alliances avec ceux qui travaillent à un autre type de développement, qui opposent des résistances ou mettent en place des « alternatives anti-capitalistes ». C'est ainsi que se justifie la

présence, comme invités, du PSU et des Paysans-Travailleurs.

Mais 1980 n'est qu'une étape ! Dès avril 1981, un nouveau rendez-vous est fixé. En 1982, un rassemblement de 1 500 jeunes permettra un débat autour des actions et des luttes menées sur l'espace rural.

« Pour nous, l'histoire de la JAC et du MRJC se continue ».

« **RURAL** ». A cet adjectif, le MRJC n'ajoute plus les mots de « milieu » ou de « monde », mais d'« espace » car, pour lui, « ce terme situe la population dans son contexte économique, politique et social, avec les contradictions et les conflits qui l'habitent ». Les militants du mouvement parlent, d'ailleurs, « d'espace » au pluriel, et distinguent trois types d'espaces ruraux : les espaces désertifiés ou en voie de désertification ; les « espaces bien intégrés » dans le néo-capitalisme ; les « espaces en attente », où l'on détermine encore mal les éléments déterminants de leur avenir économique.

Mais le MRJC n'entend pas du tout s'enfermer dans les espaces ruraux. Il semble très lucide sur les conséquences de la restructuration économique pour tous les « espaces », et en premier lieu pour les peuples du Tiers-Monde, sur les nouvelles technologies, les nouvelles cultures.

« **DE LA JEUNESSE** ». Que le MRJC soit mouvement de jeunes, c'est évident. Pourquoi y insister ? Mais... nous qui sommes des adultes, savez-vous nous le considérer comme tel ? Ou plutôt l'accueillir comme tel ? Est-il surprenant que cette session nationale ne ressemblait pas du tout au congrès du CMR de mai 1980, et pas davantage à l'assemblée générale de la Mission de France de 1980 ? A chacun son style, et sa grâce...

Mais ces jeunes, qui sont-ils ? Pour 18 % de la JAC, la branche agricole. Pour 24 % des JTS (Jeunes Travailleurs Salariés) de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, et des apprentis. Et pour 58 % du « G.E. » (le Groupe Ecole) composé de scolaires et d'étudiants.

Telles sont les trois branches du mouvement, qui travaillent à la fois, dans leur coin, sur leur milieu, ou en « inter-branches », et mènent ensemble des actions de tous ordres, seuls ou avec d'autres. Car, disent-ils, « nous ne sommes pas seuls, nous nous inscrivons dans un courant de libération qui existe, souvent de manière diffuse, sur l'espace rural. Un de nos objectifs est de développer ce courant, voire même de lui permettre d'exister ».

« **CHRETIENNE** ». Depuis son origine, Mouvement d'Eglise, le MRJC l'est sans doute de manière originale. Il se veut à la recherche d'une cohérence entre pratique chrétienne, religieuse, et pratique sociale.

Les débats sur ce point, en carrefour ou en assemblée générale, ont été vigoureux, passionnés ; et les amendements au rapport d'orientation très nombreux. Que disent tous ces jeunes de la foi, de l'Evangile, de l'Eglise ? Laissons-les parler :

« Une des convictions profondes qui nous animent, c'est que Jésus ne peut être annoncé et reçu que s'il est

« Bonne Nouvelles en actes »
L'Eglise dont nous sommes
ne sera fidèle à Jésus que si
elle est porteuse des ques-
tions vitales pour le monde
d'aujourd'hui. L'Eglise a tou-
jours à redevenir « Peuple de
Dieu » pour le monde.

Le Mouvement garde vi-
vante la mémoire et la prati-
que de Jésus, et sa référen-
ce à Dieu qu'il nomme Père.

Dans le Mouvement, nous
célébrons le Christ présent
dans notre vie, nos actions et
nos luttes. Mais en même
temps, nous nous laissons in-
terpeller et bousculer par sa
Parole, qui nous invite à plus
de cohérence entre ce que

nous voulons construire et ce
que nous vivons.

Les célébrations sont des
temps où nous réalisons que
notre espoir en un monde
plus harmonieux ne peut être
déçu, car nous en vivons le
commencement. Ces célébra-
tion nous ouvrent à un Dieu
qui est proche de nous, mais
aussi AUTRE, et par là, nous
entraîne vers une utopie dy-
namisante, le Royaume ».

De nombreux appels ont
été formulés, et par les mili-
tants eux-mêmes, pas seule-
ment par les aumôniers, pour
une meilleure connaissance
de l'évangile, une intelligence
de la foi, ce que nous appe-

lons une « Eglise crédible et
repérable », et l'exigence
pour les militants d'être les
acteurs de ce renouveau
dans l'Eglise, avec leurs frè-
res dans la foi.

C'est sans doute pour cela
que l'évêque qui participait à
cette session, aussitôt après
l'assemblée de la conférence
épiscopale à Lourdes, me di-
sait : « Je vois de très nom-
breuses convergences entre
le courant que vous représen-
tez, à la Mission de France,
et tout ce que j'entends de
ces jeunes, à Vichy ».

Michel Blondeau.

Si on me donne la parole...

La vie d'une femme de la mine bolivienne, témoignage recueilli par Moema Viezzer.

PCM, petite collection maspero — 1, place Paul-Painlevé — 75005 PARIS — 1980.

« Si on me donne la parole... ». Un livre interpellant comme il y en a peu. Une femme de mineur délivrée de la peur, qui, sans le dire, nous renvoie en ce point capital de notre Evangile, elle qui ne s'en réclame pas : « Hommes de peu de foi, pourquoi avez-vous peur ? ». Le courage, la force, le don de soi, l'intelligence, la révolution... cette femme du peuple nous apprend tellement plus et tellement mieux que tant d'autres, plus savants. Au fil des récits, elle nous fait communier à ces hommes et ces femmes qui, du fond de leurs prisons, sont l'honneur de notre temps.. Bref une charge de Feu ! (aux alentours de 20 F).

Francis Corenwinder

L'Esprit Saint, l'Eglise et les sacrements *Groupe des Dombes*

Les Presses de Taizé — décembre 1979 — (80 pages).

Ce groupe œcuménique se réunit depuis des années. Il propose, dans un livre très bref, une synthèse de ce que les traditions chrétiennes ont dit des sacrements des origines à nos jours et des propositions pour en rendre compte ensemble aujourd'hui.

Sa perspective peut nous apporter beaucoup sur un point : il situe l'Eglise et ses actes sacramentels dans une théologie de l'Esprit. Et cela ne nous est pas spontané !

Cependant, leur théologie enferme trop l'Esprit dans la relation de Dieu à ceux qui reconnaissent le Christ. Elle ne s'aventure pas dans une réflexion sur l'Esprit de Dieu à l'œuvre depuis la Création dans bien d'autres traditions que la nôtre.

Enfin, ce texte apporte de la clarté dans une théologie de la communauté et du ministère, à propos de la célébration des sacrements.

La place importante accor-

dée à la présentation de ce que l'Écriture dit de l'Esprit, la précision des positions catholiques et protestantes, la clarté des notes permettent à chacun de choisir entre une lecture rapide ou un véritable travail de la question.

Voilà un vrai recyclage théologique de qualité, d'abord facile, moins cher qu'une place de cinéma : c'est très rare !

Christophe Roucou

UN NUMERO HORS SERIE DE «TC» L'ETE POLONAIS

Pour beaucoup d'entre nous, cet été 80 aura été marqué par les événements de Pologne. Le courage, la volonté, la maîtrise des travailleurs et du peuple de Pologne ont retenu l'attention de tous ceux qui souhaitent que socialisme se conjugue avec démocratie.

« Témoignage Chrétien », pour souligner l'importance de l'évènement, a décidé de publier un numéro « Hors Série » de 32 pages. Vous y trouverez un long article de Jean Offredo retraçant et analysant des événements, un portrait de Lech Walesa, la présentation et le texte intégral des accords du 31 août, ce que les personnalités politiques et syndicales françaises ont pensé des événements. Vous pourrez lire également un point de vue de Michel Jobert sur la place qu'occupe la Pologne sur l'échiquier politique mondial et des informations sur l'Eglise de ce pays...

Ce numéro ne sera pas servi aux abonnés. Pour vous le procurer, remplissez et renvoyez le bon de commande ci-dessous. Ce doit être l'occasion pour des groupes de faire des diffusions importantes et d'organiser des réunions sur la Pologne, et aussi le moyen de faire connaître « TC » autour de vous. Profitez-en !

Patrick Duprez

BON DE COMMANDE « L'ETE POLONAIS » DU NUMERO HORS SERIE

NOM Prénom

ADRESSE

.....

CODE VILLE

TARIFS :

L'exemplaire 10 F

De 21 à 50 8 F l'exemplaire

De 51 à 100 6 F l'exemplaire

Au-dessus de 100 4 F l'exemplaire

Commande exemplaires soit F

A joindre à ce bon de commande

(CCP ETC 5023 99 S PARIS ou chèque bancaire à l'ordre de « TC » et à retourner à

« TC », 49, rue du Fbg Poissonnière, 75009 Paris.

BULLETIN DE RÉABONNEMENT

à renvoyer à : LETTRE AUX COMMUNAUTÉS MISSION DE FRANCE B.P. 124 - 94121 FONTENAY-S-BOIS cedex

Prénom et NOM : _____

Adresse : _____

● Pour votre abonnement 1981, mettez une croix dans la (les) case (s) correspondante (s)

- | | | |
|------------------------------------|------|--------------------------|
| — Lettre aux Communautés ordinaire | 60 F | <input type="checkbox"/> |
| de soutien | 80 F | <input type="checkbox"/> |
| — Au-delà de l'hexagone (1) | 40 F | <input type="checkbox"/> |
| — Vin nouveau (2) | 30 F | <input type="checkbox"/> |

● Souscrivez un abonnement à la Lettre aux Communautés pour une personne de votre famille, de votre entourage

Si vous le désirez, si vous le pouvez.

Prénom, Nom, adresse :

● Nous pouvons vous envoyer un ou deux spécimens gratuits de la Lettre aux Communautés.

Donnez-nous noms et adresses de personnes qui seraient éventuellement intéressées

Joindre au bulletin, votre chèque, libellé à l'ordre de « Lettre aux Communautés », C.C.P. Paris 21 596 44 V

Ci-joint un chèque bancaire postal de : _____ frs

(1) Dossiers d'information sur des sujets d'actualité, et en lien avec les problèmes des pays du Tiers Monde. Exemples : l'Agro-business, le Brésil, l'énergie...

(2) Une revue faite par des jeunes, pour des jeunes, en lien avec la Mission de France.